

***l'Anti*capitaliste**

n°364 | 22 décembre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LES GRANDES PUISSANCES COMPLICES



REUTERS / ABDULRHMAN ISMAIL

Dossier

**RÉVOLUTIONS ET
CONTRE-RÉVOLUTIONS
DANS LA RÉGION ARABE
(2011-2016) Pages 6 et 7**

ÉDITO

**Selon que vous serez
puissant ou misérable...**
Page 2

ACTU DE CAMPAGNE

**Sécurité sociale: oui Fillon
rime bien avec privatisation!**
Page 4



ACTU SOCIALE

**Air France maintenance. Le chemin de
la lutte est retrouvé: première victoire**
Page 8

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Jean-Baptiste Eyraud,
porte-parole de Droit au logement (DAL)**
Page 12



édito

Par GALIA TRÉPÈRE

«Selon que vous serez puissant ou misérable...

... Les jugements de la Cour vous rendront blanc ou noir». La Fontaine, une fois encore, n'aura pas été démenti. L'ancienne ministre de l'Économie de Sarkozy, actuelle directrice du FMI, Christine Lagarde, ne subira aucune peine ni de prison, ni financière, ni même d'inscription au casier judiciaire... alors qu'elle a pourtant été reconnue coupable dans l'affaire Tapie. Avant le procès, elle a eu droit à tous les égards. Une juridiction spéciale d'abord, la Cour de justice de la République, chargée de juger les délits commis par des ministres au cours de leur fonction. Un procureur plein d'indulgence ensuite, le représentant de l'État, le procureur du ministère public, qui avait demandé... la relaxe. Une accusation bénigne, de «négligence», enfin! Une «négligence» qui a coûté à l'État la bagatelle de 405 millions d'euros qui ont été versés à Bernard Tapie, l'homme d'affaires ami de Mitterrand avant de devenir l'obligé de Sarkozy. Une somme qui comprend 45 millions d'euros, entièrement déductible d'impôts, que Tapie a reçue au titre du préjudice moral qu'il aurait subi dans l'affaire! La ministre ô combien négligente n'avait cependant pas oublié de se prononcer en faveur d'un arbitrage privé quand Tapie aurait probablement perdu si l'affaire était restée entre les mains de la justice. Lagarde a déclaré avoir agi en fonction de «l'intérêt général» pour en finir avec une procédure qui traînait en longueur et coûtait selon elle cher à l'État. Il s'est avéré par la suite que l'arbitrage qui avait accordé ces 405 millions d'euros à Tapie était complètement faussé par la présence d'un de ses amis parmi les juges. Tapie a été condamné à rendre cette somme mais il a fait appel et l'affaire traîne... La justice sait être expéditive quand elle condamne le frère d'Adama Traoré à 8 mois de prison ferme pour avoir protesté contre l'assassinat de son frère par la police. Elle n'hésite pas non plus à envoyer des jeunes en prison pour le vol d'une voiture. Elle condamne des syndicalistes à des amendes et à de la prison avec sursis pour avoir dénoncé la fermeture de leur entreprise comme ceux de Goodyear ou combattu les licenciements comme à Air France. Deux poids deux mesures: une justice de classe.

À la Une

Nous sommes avec le peuple syrien

Les images accompagnant la chute des derniers quartiers libres d'Alep-est provoquent à juste titre des protestations dans le monde, hélas pas partagées par tous les leaders politiques. L'évacuation de près de 80 000 habitants et des combattants qui restaient encore dans ce minuscule réduit se fait dans les conditions les plus difficiles...

Après des mois de siège et des semaines d'assaut militaire, les habitants d'Alep ont dû se résoudre à accepter de quitter la ville, comme les insurgés syriens ont été obligés de le faire auparavant à Homs, Daraya et Zabadani... Ils n'ont pu résister aux bombardements incessants avec l'aide des avions russes, à la destruction de toutes les infrastructures et moyens de subsistance, et aux offensives au sol des troupes du régime et des milices dirigées par le pouvoir iranien de Khamenei/Rohani. Le régime voulait que la reddition se passe sous son contrôle total en direction d'Alep-ouest, avec à la clé la disparition ou l'enrôlement forcé de nombreux hommes dans l'armée de Damas. Mais les insurgés et l'augmentation de la mobilisation dans le monde ont obtenu que l'évacuation finale se fasse vers la zone hors du contrôle du régime, au nord-est d'Alep. Cependant les plus grandes incertitudes continuent de régner sur cette évacuation de milliers d'habitants laissés dans le dénuement le plus total, et qui vont dans une zone qui sera probablement la prochaine cible de Bachar el-Assad.

Crime contre l'humanité

Le régime syrien est en fait résolu à éliminer toute opposition, à n'importe quel prix. Les innombrables crimes de guerre qu'il a commis (emploi d'armes interdites dont les armes chimiques, exactions multiples contre les populations civiles et les combattants désarmés, contre les infrastructures et personnels médicaux, abandon de toute protection des populations) constituent un crime contre l'humanité se déroulant sous les yeux du monde, avec la complicité ou la passivité de quasiment tous les gouvernements.

LA TOUR EIFFEL ÉTEINTE EN SOLIDARITÉ A ALEP



Presque jusqu'au bout, les habitants d'Alep-est ont espéré un cessez le feu qui serait imposé par une «communauté internationale» sensible à leur martyr. Bien sûr, c'est l'alliance du régime avec Poutine et le pouvoir iranien qui les a écrasés sans aucune pitié. Mais cette alliance n'a fait que porter à l'apogée les outils géopolitiques accumulés depuis des années par toutes les grandes puissances: les justifications étatsuniennes, mais aussi britanniques et françaises aux interventions militaires massives dans le tiers monde au nom de la défense de leurs intérêts étatiques et de la «guerre au terrorisme». En ce même nom, le renoncement à l'essentiel des protections juridiques des législations portant sur les droits humains (torture, exécutions extra-judiciaires, emprisonnements sans procès, etc.). Pour justifier ces crimes, le droit à la désinformation médiatique la plus cynique. Et pour garantir ces politiques, le droit de veto à l'ONU qui permet à cinq grandes puissances de s'arroger la vie et la mort de populations entières.

Admiration, complaisance et aveuglement

Dans ce contexte, il faut dénoncer les prises de position scandaleuses de Marine le Pen et de François Fillon. Ils admirent Poutine pour sa capacité à incarner un pouvoir fort, qui ne s'embarrasse pas de contingences «droits-de-l'hommes» et qui défend sans états d'âme la «civilisation chrétienne». En bons héritiers du colonialisme, ils assument que les peuples de la région arabes doivent être dirigés d'une poigne de fer. Hélas, nous voyons à gauche des discours tendant à converger avec ce positionnement, remettant en cause les informations les plus vérifiées par les médias, cela au nom des manipulations passées. Malgré sa propension à jouer les victimes, avec d'autres, Jean-Luc Mélenchon persiste à propager le mensonge selon lequel il n'y aurait plus de démocrates dans la résistance à Assad, que les combattants d'Alep sont tous «les assassins de Charlie», voire assimilables à «des

Waffen-SS»... passant par pertes et profits le fait que Daesh a été chassé d'Alep en 2014! Bref, qu'il n'y a plus rien à défendre dans l'insurrection syrienne. Les tortures et massacres de masse du régime sont relativisés, le fait que les bombardements du régime et de ses alliés épargnent Daesh pour se concentrer sur les zones où existent des coordinations citoyennes est nié.

Leur hypocrisie, nos solidarités

Mais nous ne sommes pas dupes des larmes hypocrites des membres du gouvernement socialiste qui disent défendre le peuple syrien, alors qu'ils en avaient le pouvoir et n'ont rien fait. Ni pour permettre aux Syriens insurgés de se défendre, ni pour empêcher l'aide humanitaire d'être accaparée par l'appareil du régime massacreur, ni pour accueillir dignement les centaines de milliers de réfugiés qui fuyaient la guerre en espérant trouver un asile, même provisoire, dans les pays d'Europe. Nous ne devons pas nous résigner à accepter la perte de l'humanité élémentaire qui, seule, offre l'espoir d'un avenir meilleur. Il faut saluer et amplifier les mobilisations citoyennes en solidarité avec les habitants d'Alep, exiger l'arrêt immédiat de tous les bombardements au Moyen-Orient, qui ne règlent en rien le problème de la montée de courants terroristes. Nous devons exiger la fin des sièges des villes syriennes, l'envoi d'aide humanitaire d'urgence. Nous devons consolider des liens de solidarité concrets avec les démocrates syriens. Et nous avons besoin d'une révolution complète des institutions internationales comme l'ONU, qui ne servent aujourd'hui qu'aux puissants.

Jacques Babel

BIEN DIT

C'est l'histoire d'une classe en visite au musée d'Orsay. En ce 7 décembre, les élèves de 1^{re} provente du lycée Maurice-Utrillo de Stains (Seine-Saint-Denis) sont venus découvrir, avec leur professeur d'histoire, les toiles qui représentent la condition des ouvriers au 19^e siècle. Ils sont silencieux, écoutent leur professeur lorsqu'un gardien du musée surgit: «Fermez vos gueules!» (...) Parce qu'ils vivent sur un territoire, la Seine-Saint-Denis, au centre d'un imaginaire social qui le figure comme un espace étranger et dangereux, nos élèves subissent souvent un rejet dès lors qu'ils s'aventurent hors des limites de leurs quartiers, de leur classe. Certains vivent dans les quartiers populaires, oui, et beaucoup sont issus des classes populaires aussi. Pour cette raison, ils sont perçus comme des barbares non seulement dans des lieux du savoir mais aussi dans des lieux du pouvoir.

Extrait de la tribune des PERSONNELS DU LYCÉE MAURICE-UTRILLO DE STAINS (93), «Méritocratie et apartheid au musée», publiée jeudi 15 décembre par Libération.

ÉCONOMIE

Taux d'intérêt: les capitalistes gèrent-ils la crise?

La décision de la Réserve fédérale américaine d'augmenter ses taux d'intérêt marque une nouvelle phase dans la gestion capitaliste de la crise.

J eudi 15 décembre, la Réserve fédérale (Fed) des États-Unis a relevé ses taux d'intérêt (de 0,25%) et a annoncé trois nouvelles hausses en 2017. Depuis le début de la crise, elle menait une politique de faible taux d'intérêt et

d'argent facile pour les banques. En décembre 2015, une première hausse avait eu lieu et devait être le prélude à des augmentations supplémentaires tout au long de l'année 2016. En fait, il ne s'est ensuite rien passé car trop d'inconnues ont ensuite plané sur la situation économique.

Le régime des taux zéro

Les taux d'intérêt des banques centrales (Fed, Banque centrale européenne, etc.) gouvernent les coûts auxquels les banques peuvent se refinancer auprès de ces institutions et, en conséquence, les taux auxquelles elles prêtent aux entreprises

et aux ménages. Une hausse des taux rend les emprunts plus coûteux: elle est donc défavorable aux investissements et aux achats de logements. Une baisse des taux a en principe les effets inverses. Quand l'économie ralentit, les banques centrales réduisent souvent leurs taux: toutes l'ont fait en 2008-2009.

Depuis, les principaux pays capitalistes vivent dans un régime de taux à zéro ou quasiment. Ce régime a d'autant plus perduré que la croissance a été faible et les investissements languissants tandis que les dépenses budgétaires étaient comprimées: en Europe du fait de l'envol des dettes

publiques et des objectifs de déficit budgétaire; aux États-Unis, car les Républicains, majoritaires au Congrès, voulaient réduire le déficit tout en conservant un niveau élevé de dépenses militaires et, surtout, ne pas toucher aux faramineuses réductions d'impôts pour les revenus élevés mises en place par Bush.

Cette politique de taux zéro ou de distribution d'argent aux banques n'a pas relancé l'investissement mais a amplifié la spéculation boursière et créé les conditions d'une nouvelle crise financière. Les dirigeants capitalistes en sont conscients mais hésitent à en sortir de peur de conséquences incontrôlées, car l'économie mondiale connaît une croissance toujours médiocre. Une semaine avant la Fed, la Banque centrale européenne avait ainsi décidé de maintenir pour l'essentiel son programme de fourniture de liquidités aux banques.

Un monde à changer

LE BEL HÉRITAGE DE LA REINE DU JAMBON. Quand Mme Piffaut est morte, les journaux se sont interrogés pour savoir qui allait hériter de la 135^e fortune de France: on a alors parlé de son chien, puis d'une fondation... Mme Piffaut était l'unique actionnaire de Financière Turenne Lafayette, propriétaire de William Saurin, Garbit, Madrange et Paul Prédault, soit une tranche de jambon sur trois commercialisées en grande surface, 21 usines et 3200 salariéEs. Et puis, le scandale a éclaté.

Les tenants du capitalisme nous racontent une belle histoire: le marché permet l'allocation rationnelle des ressources disponibles grâce au libre jeu de l'offre et de la demande. Chacun fait ses choix en toute connaissance de cause grâce à la concurrence et à la libre circulation de l'information. Pour s'assurer que les dirigeants d'entreprise ne maquillent pas leurs comptes, ceux-ci doivent être certifiés par des commissaires aux comptes rémunérés.

Sauf que ça ne marche pas comme ça: toutes les grandes entreprises dont il a été révélé que les comptes avaient été maquillés, avaient

toutes obtenu l'aval de leurs commissaires aux comptes. Financière Turenne Lafayette en avait deux, parmi les plus prestigieux de la profession qui, année après année, ont dit amen... et encaissé leur rémunération. Sauf que deux semaines après la mort de Madame Piffaut, il apparaît que la comptabilité était truquée depuis des années. Comme le dit le journal *les Échos* du lundi 19 décembre: «Le groupe était volontairement cloisonné pour entretenir l'opacité. (...) Les responsables syndicaux qui ont réclamé des expertises-comptables ont fait l'objet de pressions répétées, avec menace de fermer le site sur lequel ils travaillaient».

Mme Piffaut maquillait sa comptabilité et l'élite des commissaires aux comptes n'y voyaient rien? Une belle illustration que ce capitalisme est bien celui des copains et des coquins. Comme l'implosion du groupe ferait mauvais genre avant les présidentielles, l'État a donc décidé de prêter 70 millions d'euros. Comme d'habitude, les contribuables et sans doute les salariéEs vont devoir payer les agissements de leurs patrons.

ÉVASION FISCALE Pénaliser, vraiment!

L'évasion fiscale fait de nouveau parler d'elle. À travers de nouvelles affaires comme les Football Leaks, mais aussi avec des procès iniques comme ceux des lanceurs d'alerte ou des faucheurs de chaises...

Le 13 décembre dernier, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a sorti un avis sur «*Les mécanismes d'évitement fiscal*». Selon son rapporteur, Antoine Dulin, «*la fiscalité reste encore un débat d'initiés. Or, ce devrait être un débat pesant sur la cohésion sociale et le consentement à l'impôt*». Le consentement à l'impôt est difficile à mesurer avec précision, mais certaines statistiques montrent que 28% des personnes interrogées considèrent que l'impôt est une extorsion de fonds, et seulement 54% pensent que c'est un geste citoyen. «*Il y a le sentiment chez le contribuable d'être le seul à payer et que la fraude est insuffisamment traquée*», relève Antoine Dulin. Les différentes affaires de fraudes touchant des politiques, des artistes, et désormais des footballeurs, développent un sentiment d'impunité fiscale pour les plus riches. Dans son avis, le CESE appelle la France à jouer un rôle important sur la question de l'évasion fiscale et souhaite même que celle-ci soit abordée non pas au niveau de l'OCDE, mais à l'échelle des Nations unies dans ce qui serait une «*COP fiscale*», afin d'impliquer les pays en voie de développement.



L'une des nombreuses actions des faucheurs de chaises. DR

Comme si les COP permettait d'arrêter le réchauffement climatique...

Une fraude peu pénalisée

Selon ceux qui nous gouvernent, la France serait devenue «*intraitable*» face aux fraudeurs, donnant toujours plus de moyens pour lutter efficacement contre la fraude fiscale. Mais dans la pratique, peu de fraudeurs aisés ou de grandes entreprises se retrouvent devant les tribunaux. Cette politique de dépenalisation de la criminalité financière s'est accélérée sous Sarkozy et a, dans les faits, continué sous Hollande... La France s'illustre par l'indulgence des peines prononcées contre la

poignée de fraudeurs poursuivis, contrairement à de nombreux pays européens où certains fraudeurs sont condamnés à de la prison ferme. Par ailleurs, comment lutter efficacement contre la fraude fiscale quand des milliers d'emplois sont supprimés tous les ans aux finances publiques, en particulier dans la mission du contrôle fiscal?

Pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale, il faudrait mettre réellement fin au secret bancaire et interdire de réaliser toute transaction avec un paradis fiscal. Le non-respect de cette interdiction devrait être assorti de sanctions très lourdes, jusqu'au retrait de la

licence bancaire et au paiement de lourdes amendes. Mais au-delà, il y a nécessité de socialiser le secteur bancaire. Sans cela, la lutte contre la fraude fiscale n'est pour l'essentiel que du vent...

Faire le procès de l'évasion fiscale

En 2015, 40 actions de réquisitions de chaises ont été menées dans des banques pour dénoncer leur rôle dans le système de l'évasion fiscale. Ce lundi 9 janvier aura lieu à Dax (40) le premier procès d'un de ces «*faucheurs de chaises*», Jon Palais. Il risque 5 ans de prison pour «*vol en réunion*», suite à une plainte de la BNP, la banque française... qui a le plus de filiales dans des paradis fiscaux.

Alors que les évadés fiscaux et les organisateurs de ces évasions bénéficient d'une impunité quasi totale, grâce notamment au «*verrou de Bercy*» qui protège les délinquants financiers, le 9 janvier est une date importante pour soutenir les «*faucheurs de chaises*». Ce sera aussi un moment important contre l'évasion et l'impunité fiscale, auquel participera avec d'autres Philippe Poutou pour organiser le procès de l'évasion fiscale!

Joséphine Simphon

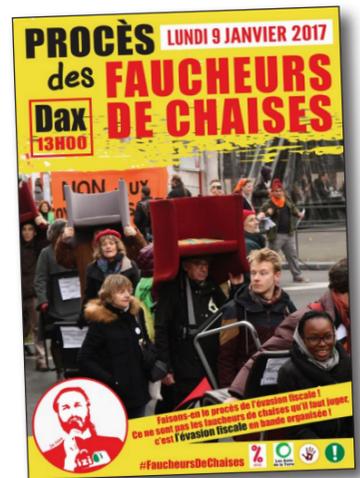
Le chiffre + 0,93%

C'est la hausse annoncée du SMIC au 1^{er} janvier 2017, soit 11 euros par mois pour les pleintemps. Pas le moindre «*coup de pouce*»: jusqu'au bout, ce gouvernement aura été dur avec les salariéEs... et servile avec les patrons qui vont encaisser 3 milliards d'euros de plus grâce à l'augmentation du CICE l'année prochaine!



Agenda

Lundi 9 janvier, procès de l'évasion fiscale, Dax. Rassemblement festif et revendicatif contre l'évasion fiscale et l'impunité fiscale, à partir de 13h devant le palais de justice. Philippe Poutou y sera présent.



Le prochain numéro de **l'Anticapitaliste** sortira le jeudi 5 janvier 2017. **Bonne fin d'année.**

NO COMMENT
Je n'ai eu qu'une vie de souffrance. Tout ce que j'ai fait en politique s'est mal fini.

ALAIN JUPPÉ, perdant de la primaire de la droite, dans des propos rapportés par le *Figaro* vendredi 16 décembre.

Depuis septembre dernier, les différentes institutions économiques internationales insistent sur les limites de la croissance, surtout dans les pays capitalistes développés, et poussent à des augmentations des dépenses dans les pays riches qui le peuvent. En Europe, ce message n'a guère été entendu: le gouvernement allemand qui a le plus de marges de manœuvre y est opposé et, de toute façon, la mécanique des traités ne raisonne pas sur des objectifs globaux pour toute la zone mais valorise l'austérité pays par pays.

L'effet Trump

Par contre, aux États-Unis, l'élection de Trump constitue un élément nouveau. L'équilibre du budget n'est pas sa préoccupation première: il pense sans doute que dans un monde agité, le dollar restera une valeur refuge et que, donc, si la dette US augmente, il y aura toujours des gens pour acheter des bons

du Trésor américains. Trump a donc annoncé de nouvelles réductions des impôts sur les entreprises et un grand programme (1000 milliards de dollars) de reconstruction des infrastructures. Depuis 25 ans, les gouvernements successifs les ont laissés se dégrader au point que, par exemple, 11% des ponts sont défectueux... mais que l'on circule toujours dessus. Bernie Sanders a qualifié le plan Trump d'escroquerie qui va favoriser exclusivement les entreprises. Ce qui est sûr, c'est que celles-ci sont dans l'euphorie, les craintes d'une nouvelle récession US s'estompent, le chômage est bas (4,6% grâce notamment au fait que beaucoup de gens ne cherchent plus d'emploi). C'est ce qui explique la décision de la Fed. Il va en résulter une hausse du dollar car les placements dans cette devise sont désormais plus rentables. L'Europe, par contre, reste dans son marasme, même si la montée du dollar

peut favoriser les exportations de certains États membres. Enfin, les pays émergents vont voir des sorties de capitaux (qui vont retourner vers les États-Unis).

Le monde capitaliste va continuer brinquebalant, avec un pilote américain imprévisible. La fragilité des banques reste considérable. L'augmentation des profits reste le seul horizon des politiques économiques. Trump lâche les freins budgétaires mais, pour la masse des salariéEs et des laisséEs-pour-compte, cela ne change pas grand-chose.
Henri Wilno

LE CAPITALISME FINIRA BIEN PAR SE BOUFFER!

GROUFI!
GROUFI!
GROUFI!

LE PLUS DUR A DIGÉRER C'EST LA ROLEX



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017
PHILIPPE POUTOU

SÉCURITÉ SOCIALE

Oui Fillon rime bien avec privatisation!

Pour gagner la primaire de la droite, Fillon a mis l'accent sur son programme antisocial «à la Thatcher»: suppression de 500 000 postes de fonctionnaires et privatisation de la Sécurité sociale. Il n'a pas tardé à en avoir l'effet boomerang.



Agenda

Lundi 16 janvier, réunion publique du NPA, Évry. Avec Philippe Poutou, à 20h, salle de la mairie annexe, place du Général-de-Gaulle.

Jeudi 19 janvier, réunion publique du NPA, Angoulême. Avec Philippe Poutou, à 20h à la MJC Rives-de-Charente, 5 chemin du Halage.

Samedi 21 janvier, fête du NPA 27, Louviers. À 16h, «Des paysans, pour quoi faire?», avec Thierry Martin, exploitant agricole à Broglie, et à 19h 30, réunion-débat avec Philippe Poutou. Au Moulin de Louviers.

Jeudi 26 janvier, réunion publique du NPA, Limoges. Avec Philippe Poutou, à 20h, salle Léo-Lagrange (derrière la mairie).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Les annonces ont suscité inquiétude et colère chez toutes celles et ceux (et ils restent la grande majorité de la population) qui mesurent les conséquences de la destruction de la Sécu. Le PS et l'extrême droite ont saisi l'occasion pour se donner à bon compte un brevet de «défenseurs» de la Sécurité sociale. Fillon et ses porte-parole s'emploient depuis à déminer le terrain. Ils rejettent toute idée de privatisation, se posant au contraire en sauveurs d'une Sécurité sociale en perte de vue...

Les annonces très primaires de Fillon

À l'occasion du débat avec Juppé, le 24 novembre dernier, il affirmait: «Oui, je propose que la Sécurité sociale se concentre sur les risques principaux [...], affections graves et de longue durée. Donc on va discuter avec les partenaires sociaux de la composition de ce panier de soins qui devrait être couvert par la Sécurité sociale. Et je souhaite que pour ce qu'on appelle le petit risque, on aille vers les assurances complémentaires.»

En clair, l'assurance maladie (la Sécurité sociale), obligatoire et commune à toutes, serait réduite à une couverture minimum et aux soins coûteux réalisés à l'hôpital. C'est le «panier de soins». Le reste, dit «petit risque» serait à la charge d'assurances complémentaires



collectives ou individuelles (les consultations chez le médecin de ville, les soins à domicile, une large part des médicaments, etc.). Ce financement irait de pair avec le recentrage du système de santé sur la médecine et les professionnels libéraux travaillant hors hôpital, hôpital où les séjours seraient réduits au strict minimum. Quant au «panier» complémentaire, privé, il dépendrait du niveau de l'assurance souscrite, mutuelle ou assurance commerciale, et donc des moyens financiers de chacun. Bref l'explosion des inégalités sociales face à la santé.

La société des risques... et des profits!

Quand Fillon tente d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'une privatisation de la Sécurité sociale, il joue délibérément sur les mots. Dans ce domaine comme dans les autres, la logique d'une société fondée sur le profit consiste à confier au secteur privé ce qui est rentable (et donc potentiellement source possible de profit), mais à socialiser les pertes, et donc à faire payer le plus possible les faux frais du système aux classes populaires. Tel est le schéma que le candidat de la droite «décomplexée» veut appliquer

à la santé. Le remboursement du «petit risque» (les soins courants) peut rapporter gros: il serait confié aux assurances, dont le montant, à la charge du patient, exploserait. Le «gros risque», non rentable, resterait lui à la charge de la Sécu, mais avec des «dépassements d'honoraires» et des suppléments à la charge du patient. De plus, Fillon entend très fortement aggraver le montant des franchises payées par le malade avant d'avoir droit aux remboursements. Comme c'est le cas pour une assurance voiture, il faudrait commencer par s'acquitter de plusieurs dizaines, voire centaines d'euros, avant que l'assurance n'entre en jeu. Et bien sûr, malheur à celles et ceux qui ont la mauvaise idée d'être trop malades: il ne pourraient plus s'assurer qu'à des tarifs prohibitifs.

Le retour de la question sociale

C'est à juste titre que le ministre de la Santé Marisol Touraine et le PS dénoncent donc la privatisation de la Sécu. Le «petit» problème, c'est que Fillon ne fait que donner un grand coup d'accélérateur à la politique menée par le PS au cours de ces cinq dernières années.

Quant à Marine Le Pen, dans la pure tradition «national-socialiste», elle reprend à son compte la dénonciation des contre-réformes libérales par le mouvement syndical et la gauche radicale... mais pour la canaliser vers des boucs émissaires, les «étrangers», les «fraudeurs», afin d'éviter de s'en prendre aux vraies causes: la baisse de la part patronale des cotisations sociales, la question de la répartition des richesses.

La polémique actuelle n'a qu'un seul mérite: elle ramène la campagne présidentielle sur les questions sociales, et les solutions à leur apporter: un système de santé entièrement public, des prestations exclusivement prises en charge par la Sécurité sociale et financées par les cotisations sociales, ce qui implique la suppression de toutes les assurances complémentaires.

J.C. Delavigne

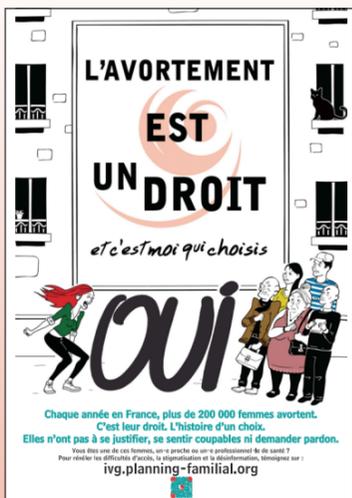
NPA arguments de campagne

IVG: un droit, un choix, notre liberté!

En France comme ailleurs (Espagne, Pologne, États-Unis...), l'offensive réactionnaire s'en prend violemment à nos droits, en particulier à l'interruption volontaire de grossesse. Le point sur la situation.

Pourquoi l'IVG revient-elle à l'ordre du jour des débats politiques?

C'est autour de la candidature de Fillon à la primaire de la droite que le sujet est revenu par la fenêtre dans les médias, sa position hostile à l'égard de l'IVG lui ayant permis de marquer sa différence, mais aussi le pseudo débat en cours au sein du FN. Pourtant, ce n'est qu'une déclinaison de plus de l'offensive générale contre les droits des femmes et des LGBTIQ aujourd'hui en France. Si les centres IVG ferment, c'est aussi le cas des maternités, et la création de places en crèche est très insuffisante par rapport à la demande. Une preuve supplémentaire qu'être «anti-choix», ce n'est pas être «pro-enfants». En Île-de-France, la présidente de région Valérie Pécresse, après avoir supprimé le Pass contraception pour



les personnes mineures, annonce la fin des subventions de région en faveur des recherches sur le genre, les inégalités et les discriminations. Une décision au parfum de Manif pour tous, alors que l'accès à la PMA est toujours réservé aux seuls couples hétérosexuels et que les questions LGBTIQ sont devenues depuis trois ans un des champs de bataille politique dans les débats publics.

Dans ces circonstances, et au vu de l'actualité internationale, il était à

prévoir que les courants les plus en défense du patriarcat attaquent aussi sur la question de l'IVG. Ainsi, dans la suite de «l'IVG de confort» de Marine Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen déclare que l'IVG «n'est pas un droit fondamental»...

Peut-on considérer aujourd'hui que l'IVG est un droit acquis?

Que ce soit en France ou ailleurs, l'accès à l'IVG est toujours l'objet d'un bras de fer entre le mouvement féministe et les mouvements «anti-choix». Quand il ne s'agit pas d'interdiction légale, les attaques prennent des formes multiples. Que ce soit par des mobilisations idéologiques et la désinformation (prières de rue devant les centres IVG, faux sites web d'information...), l'entrave à l'IVG a beau être légalement punie, elle reste tolérée dans les faits. Certaines prières de rue sont toujours mieux acceptées que d'autres... Par ailleurs le nombre de médecins refusant de pratiquer cet acte au nom de leur «clause de conscience» doit nous interroger: ainsi, en Italie, il atteint aujourd'hui près de 70% et pose un réel problème d'accès.

D'autre part, les coupes dans la fonction publique hospitalière, avec la loi HPST de 2009, et la logique de fusion des établissements de santé pour créer des pôles monstrueux,

ont réduit le maillage sur le territoire, rendant bien plus difficile en pratique l'accès à l'IVG. Les IVG sont en effet réalisées par un très petit nombre de centres restants: 5% des centres réalisent 23% des IVG.

Les réductions massives de personnel comme la généralisation de la tarification à l'activité entraînent aussi mécaniquement une baisse des rendez-vous possibles, et il est de plus en plus compliqué pour les femmes qui le souhaitent d'avorter dans les délais légaux. Selon une enquête du Planning familial, plus de la moitié d'entre elles n'ont d'ailleurs pas eu le choix de la méthode ou n'ont pas vu leur choix respecté. Enfin, alors que 200 000 personnes avortent toujours chaque année en France, 130 centres IVG ont fermé en 10 ans. Les inégalités territoriales et sociales s'aggravent. Chaque année, on compte 5 000 voyages pour réaliser des IVG en Hollande, Espagne, Angleterre, parce que le délai légal de 12 semaines est trop court.

Quelles propositions peut-on avancer?

La première mesure est bien sûr la réouverture des centres IVG sur tout le territoire. Pour améliorer la rapidité et la qualité de la prise en charge, le

Planning familial demande aussi que les centres de planification soient également autorisés à pratiquer les IVG instrumentales. De même, les sages-femmes qui peuvent pratiquer des IVG médicamenteuses pourraient aussi réaliser les aspirations instrumentales jusqu'à 14 semaines d'aménorrhée. Enfin, il est urgent de supprimer la «clause de conscience» pour l'IVG. Nous défendons le financement et l'ouverture des centres IVG à hauteur des besoins, le recrutement de personnels qualifiés en nombre suffisant, et des campagnes d'information non biaisées. Les délais doivent aussi être rallongés, jusqu'à 22 semaines comme dans les pays les plus progressistes. Même l'Organisation mondiale de la santé recommande l'extension à 20 semaines.

Le contrôle de nos corps par nous-mêmes reste une dimension essentielle du combat féministe. Nous aurions tort de penser que les droits à l'IVG et à la contraception sont définitivement acquis, et les exemples récents de remise en cause doivent encourager toutes les générations à (re)prendre le combat. Une première date, en solidarité avec la mobilisation aux États-Unis, aura lieu le 21 janvier.

Commission nationale intervention féministe

MÉLENCHON « L'Avenir en commun », le décalage à droite...

Ainsi, le SMIC qu'il propose est à 1326 euros... contre 1700 euros en 2012. Et le salaire maximum pourrait être vingt fois supérieur au SMIC! Concernant le temps de travail, Mélenchon se limite à défendre les 35 heures et à mettre en place les 32 heures pour les travaux pénibles et de nuit (et peut-être pour tous après une conférence...). La situation politique, écologique et sociale, nous pousse pourtant à défendre un SMIC à 1700 euros net, et à réduire massivement le temps de travail afin de diminuer le chômage.

Il y a quasiment un an, Jean-Luc Mélenchon se déclarait candidat à l'élection présidentielle de 2017. Depuis, JLM et les « insoumis » ont écrit leur programme, *L'Avenir en commun*, moins à gauche que *L'Humain d'abord* en 2012.



Un programme à lui tout seul... DR

De même, les mesures écologiques ne vont pas assez loin : la sortie du nucléaire pour 2050 (!) et aucune remise en cause des armes nucléaires, ainsi que la non-mention de la gratuité des transports en commun, pourtant essentielle à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

L'objectif, non avoué, est bien de se positionner en gestionnaire, loin d'une logique de rupture.

De la nation...

Le côté nationaliste de Mélenchon est présent. On le voit lorsqu'il défend la « France insoumise ». Ce ne sont plus les travailleurs par delà les frontières qui sont défendus, mais « la France » comme une nation forte et universaliste...

Ainsi, dans le chapitre « Pour l'indépendance de la France », quelques sous-titres annoncent la couleur, « Bleu-blanc-rouge » : « Reconstruire une défense indépendante, nationale et populaire » qui veut remettre au goût du jour la possibilité du service militaire via un service citoyen, obligatoire ; « Lutter contre les causes des migrations » qui sous-entend que les migrations sont forcément des problèmes, le refus de la libre circulation et installation est confirmé ; « Construire la paix en Syrie », qui rappelle la volonté d'ingérence de la France. Aucun soutien à la révolution syrienne... et aucune condamnation de la dictature d'Assad ou du rôle de l'Iran et de la Russie ; « passer

à la francophonie politique », en refusant de voir le caractère colonialiste de la langue française... mais avec une condamnation de l'anglais.

... aux frontières

La France telle qu'elle est construite dans *L'Avenir en commun* jouerait un rôle de nation libre défendant ses valeurs à l'international. Mais d'État à État, pas via une nouvelle internationale organisant les gens à travers le monde, vers la fin des frontières. Pour Mélenchon, les frontières sont importantes, de nombreuses allusions y sont faites comme dans ce passage sur les migrations où il est dit qu'il faut « permettre à chacun de vivre chez soi ». Les « insoumis » se placent dans la logique d'un « colonialisme idéologique », en défendant ses valeurs et sa culture comme le modèle à exporter.

Alors que la droite la plus dure risque d'arriver au pouvoir, et que l'hypothèse d'une extrême droite victorieuse n'est plus folklorique, il est urgent de préparer un nouveau projet d'émancipation sociale, de construire une nouvelle expression politique permettant aux exploités et aux opprimés de s'organiser pour faire de la politique, et de rassembler les forces pour préparer les luttes sociales, écologistes et démocratiques de demain. Dans ce cadre, la ligne politique de Mélenchon risque de compliquer sérieusement cette unité nécessaire. À nous de polémiquer sur le fond, et de rassembler dans les luttes, afin de construire une alternative anticapitaliste.

Manon Labaye et Alexandre Raguet



En action!

Paris En réunion avec Olivier Besancenot.

Ce mardi 13 décembre s'est tenu un débat organisé par le comité NPA Paris 5-13 au bar la Trassoudaine, en présence d'Olivier Besancenot et deux camarades du Réseau universités sans frontière et de la SNCF. Une centaine de personnes étaient présentes. L'intervention d'Estelle, militante de RUSF et du collectif Chapelle debout, a mis en lumière les dérives racistes que permet l'état d'urgence pour les universités, dont certaines vont jusqu'au flicage des étudiantEs sans papier. Arnaud, militant cheminot sur Saint-Lazare, a montré que les luttes sont possibles dans un contexte de répression syndicale et de démantèlement de la SNCF. Olivier a rappelé que la présidentielle n'est pas une fin en soi mais le relais des luttes en cours, en insistant sur le fait que seule une révolution sociale, démocratique et énergétique peut stopper le retour de populismes nationaux qui se prétendent « anti-système ». Il a aussi rappelé notre attachement à l'internationalisme et à l'idée d'une souveraineté pensée comme l'émancipation « des » peuples, et non d'un seul. Malgré la situation difficile, on a senti le besoin de prendre le temps de débattre et la nécessité d'une riposte unie de notre camp social.

Agen (47) En campagne avec Philippe Poutou.

Jeudi 15 décembre, après une rencontre avec la presse locale où Philippe et quelques camarades ont exposé les raisons de notre candidature, une réunion publique s'est déroulée en présence d'une bonne trentaine de personnes : entre autres, des militants syndicaux, des camarades d'Alternative libertaire et d'Antifa Agen.

Les discussions ont porté sur des sujets aussi vastes que les luttes sociales (manifs contre la loi travail, Nuit debout), les violences policières, l'état d'urgence permanent, l'accroissement stratosphérique des inégalités en France et à travers le monde, la catastrophe environnementale annoncée... et bien sûr la question migratoire et le massacre du peuple syrien avec la complicité des États impérialistes. Philippe est également revenu sur les principales revendications d'un programme d'urgence sociale : interdiction des licenciements, réduction et partage du temps de travail, retraite à 60 ans, embauche dans les services publics, etc.

Trois heures de débat fructueux avec, pour conclure, quelques engagements de personnes non adhérentes au NPA afin de nous aider à obtenir les 500 parrainages pour le seul ouvrier candidat à l'élection présidentielle.

Toulouse (31) Un meeting pour fédérer les résistances.

« Une nouvelle expression politique est décisive pour résister et s'organiser ». Jeudi 15 décembre, Christine Poupin, porte-parole du NPA, a su donner la dimension politique de la candidature de Philippe Poutou. Devant près d'une centaine de personnes, ses mots auront su donner un peu d'espoir à la salle face au constat d'une situation politique et sociale difficile. « Les luttes dessinent en pointillés une alternative de société », a ajouté Christine Poupin. Et, des luttes il y en a dans la région toulousaine. Même si les constats sont accablants, les différents intervenantEs ont évoqué les résistances des salariéEs face aux conditions de travail dégradées, allant jusqu'à des suicides, au CHU de Toulouse, les luttes contre le mal-logement et la précarité, la lutte contre le projet nuisible et imposé du centre commercial de Val Tolosa. La dimension internationale aussi avec un militant kurde qui a présenté la situation désastreuse en Turquie. Et Christine Poupin a appelé à accentuer la solidarité internationale suite au massacre d'Alep.

Paris Succès de la projection-débat de la Sociale.

Jeudi 15 décembre, à l'appel des comités santé et Paris 20° du NPA, la salle de 300 places était bien remplie, notamment par des salariéEs des hôpitaux et des habitantEs du quartier... Après la projection du film, Olivier Besancenot a fait part de son enthousiasme pour le film et rappelé des éléments constitutifs de la Sécurité sociale : la cotisation sociale, l'élection des administrateurs et aussi les attaques subies, les exonérations de cotisations, la CSG...

Jean Bigot, producteur du film, s'est inquiété des conditions de riposte aux attaques à venir. Hervé, militant du NPA et syndicaliste à l'hôpital Tenon (Paris 20°) a expliqué comment les restructurations des maternités ont dégradé les conditions de travail et conduit à la grève autogérée à la maternité de Tenon. Il a aussi fait part des difficultés à faire converger les luttes en cours à Avicenne, Béchère...

Avant de se séparer et de participer à la quête pour les grévistes, les spectateurs ont pu débattre du film et de la Sécu.

1 - Sur le film, lire L'Anticapitaliste n°358 : <https://npa2009.org/idees/culture/cinema-la-sociale>

BIEN DIT

Cinq militantEs (...) ont été interpellés par le RAID. Les polices française et espagnole se vantent « de la saisie d'un important stock d'armes » et « d'avoir porté un coup dur à l'ETA ». C'est un énorme mensonge et une manipulation éhontée. Ces armes étaient destinées à être neutralisées dans le cadre d'une démarche pacifiste, parfaitement publique, transparente et revendiquée. (...) Non contents de bloquer le processus de désarmement, les États français et espagnol criminalisent celles et ceux qui œuvrent à relancer le processus. Le NPA dénonce cette manipulation et exige la libération immédiate et l'arrêt des poursuites contre les militantEs.

Extrait du communiqué du NPA « Pays basque : jusqu'où l'acharnement, la répression et le mensonge d'État ? » du samedi 17 décembre.

PARRAINAGES « Cachez cet ouvrier que je ne saurais voir! »

Nous sommes habitués à ce que la « démocratie » actuelle nous tienne un langage de Tartuffe. Tous libres... mais pas la majorité, dont la liberté s'arrête aux portes du lieu de travail. Tous égaux, mais neuf millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté, pendant que les 10% les plus riches de la population possèdent la moitié des richesses du pays et ont vu leurs revenus augmenter de 2% par an depuis le début de la crise...

Philippe Poutou, ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort, en sait quelque chose ; mais personne ne le sait car il est systématiquement ignoré des médias.

Mais au fur et à mesure qu'elle pourrit, cette démocratie pour les riches caricature ses propres traits. Pour 2017, les règles encadrant la possibilité de se présenter aux présidentielles ont évolué. Le mécanisme déjà limitatif des 500 signatures s'est durci, avec la publication au *Journal officiel* de la position prise par chaque éluE, mesure qui fait monter la pression sur les maires, qui ont peur des critiques et préfèrent ne plus se mouiller pour permettre aux petits candidats d'exister.

Autre nouveauté, c'est aux signataires d'envoyer eux-mêmes leur formulaire au préfet, faisant augmenter la probabilité de perte (déjà auparavant, un tiers des promesses ne se concrétisait pas). Enfin les médias pourront déterminer la taille des horaires donnés aux candidats en fonction de la taille de leur influence... Toutes ces évolutions travaillent dans le même sens : celui de verrouiller

au profit des grands partis traditionnels et des grands candidats l'élection à venir.

Amplifier la mobilisation pour trouver les 500 signatures

Notre camarade est le seul ouvrier à se présenter. Ses propositions pour en finir avec le chômage, les bas salaires, pour renforcer les services publics, contre le racisme et l'oppression des femmes et minorités de genre, ou pour la défense de l'environnement, il est le seul à les porter. Or aujourd'hui, Philippe Poutou est complètement absent des médias, sa candidature totalement ignorée, et s'il obtient les 500 signatures, il risque de passer à la télévision vers 2 heures du matin... Tout cela doit nous pousser à amplifier la mobilisation pour trouver les 500 signatures de parrainage. Des camarades sillonnent les villages, mais souvent les éluEs hésitent et demandent à réfléchir. Nous trouvons nous aussi que ça



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

n'est pas la tâche des maires et qu'il vaudrait mieux avoir la signature de dizaines de milliers de citoyenEs pour pouvoir se présenter à la présidentielle, mais c'est la loi... et elle favorise les grandes formations, au détriment de courants comme le nôtre qui jouent un rôle important mais n'ont quasiment pas d'éluEs. Dans le chaos actuel où la plupart des candidats s'affrontent sur des programmes identiques, la candidature de Philippe Poutou est plus que jamais indispensable. Alors, par tous les moyens dont vous disposez, aidez-nous en participant aux tournées de recherche de parrainages ou en contactant un éluE de vos connaissances. Il ne s'agit pas là d'un soutien politique mais d'un geste démocratique assurant la pluralité pour l'élection à venir. **L'équipe « parrainages » du NPA**

NPA
CONTRE LEUR MONDE :



NOTRE CAPITAL,
NOTRE SOLIDARITÉ

SOUSCRIPTION 2016

Association de Recherche et d'Éducation à l'Anticapitalisme (ARÉA) - 2 rue Bichat-Lescaze 75001 Paris - Agence de la CNCFP 06 avril 2009 - Données destinées au NPA

FLUX ET REFLUX DE LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE

L'explosion socio-politique qui a été appelée « Printemps arabe » a été une réaction en chaîne sur trois mois reprenant partout dans la région, les mots d'ordre de liberté, justice sociale et dignité.

L'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid en Tunisie, et le soulèvement qui a suivi, ont obtenu la fuite du dictateur Ben Ali le 14 janvier 2011. Les manifestations qui ont commencé le 25 janvier en Égypte ont abouti au départ de Moubarak le 11 février. Des mouvements de masse se sont levés en Libye, au Yémen, à Bahreïn, au Maroc, en Jordanie. Le 15 mars 2011, le peuple syrien entrainé à son tour en insurrection. Les dictateurs étaient chassés en Tunisie, en Égypte, bientôt en Libye (octobre 2011) et plus tard au Yémen (2013), mais dans ces deux derniers pays au prix de la transformation du soulèvement en insurrection armée et de l'installation du chaos, comme en Syrie où Bachar a réussi de justesse à sauver son régime. La répression sanglante avec l'aide de l'Arabie saoudite est venue à bout du soulèvement à Bahreïn, tandis qu'en Jordanie, au Maroc et à Oman, les pouvoirs ont pris le dessus en combinant répression, petites ouvertures et légitimité encore partielle de ces monarchies.

L'ancien et le nouveau

Ces soulèvements ont surpris le monde, pourtant leurs combustibles s'accumulaient les années précédentes: la grande vague néolibérale mondiale qui détruit les tissus sociaux, combinée dans cette région au népotisme et à l'accaparement de tous les pouvoirs par des clans familiaux, quelle que soit la forme des régimes politiques. Cela alors qu'une jeunesse très nombreuse et massivement scolarisée est privée de toute perspective: ni emplois stables ni libertés. Des prémices s'étaient manifestées, en particulier en Tunisie et en Égypte: le soulèvement du bassin minier de Gafsa dans le sud tunisien en 2008; les grèves du textile (Mahalla 2006) et des impôts fonciers (2007) en Égypte. Particulièrement en Tunisie, des traditions de

syndicalisme, d'actions communes entre courants politiques existaient, et ont pu servir de point d'appui à certains moments. Mais pour l'essentiel les soulèvements de la région ont inventé de nouvelles formes d'action et d'auto-organisation dans l'occupation des places publiques, qui ont ensuite été réinvesties par des mouvements sociaux dans le monde entier. Ces expériences n'ont cependant pas été jusqu'à créer des formes de double pouvoir durables pour la gestion de la société, sauf en Syrie. Ici, la dynamique des affrontements et la formation de zones libérées du régime s'est traduite par des expériences de comités locaux et coordinations régionales, qui ont concentré la haine de l'appareil totalitaire de Bachar el-Assad. Mais elles n'ont pas réussi à se centraliser, laissant la représentation à l'étranger de l'opposition syrienne à des coalitions de forces non légitimes sur le terrain.

Résistance de la contre-révolution

Les divers foyers de la contre-révolution: régimes locaux, puissances régionales ou mondiales, mouvements politico-religieux, se sont rapidement réorganisés pour désorienter, récupérer ou écraser les soulèvements populaires, marquant des points très importants. En Tunisie, le nouveau pouvoir a d'abord été repris par des notables de l'ancien régime, qui, face aux coups de boutoir du mouvement de masse, a dû accorder des droits démocratiques importants. En Égypte, l'armée a également été forcée par les mobilisations populaires à se mettre provisoirement en retrait. Dans ces deux pays, les premières élections entre fin 2011 et juin 2012 ont donné la première place aux courants de l'islam politique déjà très implantés dans la population, s'appuyant sur la religiosité de la population et des réseaux d'entraide, et jouissant du prestige d'avoir été longtemps réprimés. Ces courants ont cependant commencé à accaparer les pouvoirs et tenté d'imposer des mesures réactionnaires, contre les droits des femmes, etc. tout en cherchant de bonnes relations avec les institutions internationales, et prétendant poursuivre une orientation néolibérale. La répression des mouvements sociaux et partis politiques de gauche par la police et par les attentats (comme les assassinats

des députés du Front Populaire entre courants politiques existaient, et ont pu servir de point d'appui à certains moments. Mais pour l'essentiel les soulèvements de la région ont inventé de nouvelles formes d'action et d'auto-organisation dans l'occupation des places publiques, qui ont ensuite été réinvesties par des mouvements sociaux dans le monde entier. Ces expériences n'ont cependant pas été jusqu'à créer des formes de double pouvoir durables pour la gestion de la société, sauf en Syrie. Ici, la dynamique des affrontements et la formation de zones libérées du régime s'est traduite par des expériences de comités locaux et coordinations régionales, qui ont concentré la haine de l'appareil totalitaire de Bachar el-Assad. Mais elles n'ont pas réussi à se centraliser, laissant la représentation à l'étranger de l'opposition syrienne à des coalitions de forces non légitimes sur le terrain.

La réaction au pouvoir

Les anciens régimes ont alors trouvé l'espace pour reprendre le pouvoir. En Égypte sous couvert de répudier le Président de la République Frères musulmans Mohamed Morsi à la demande du mouvement populaire, le maréchal Sissi a mené un véritable coup d'État, qui en quelques mois, a supprimé toutes les libertés et abouti maintenant à une situation pire que celle sous Moubarak. En Tunisie, les islamistes d'Ennahdha effrayés du sort réservé à leurs cousins égyptiens, ont passé un pacte avec les notables de l'ancien régime qui a débouché sur la mise en place de gouvernements réactionnaires et néolibéraux. Leur politique a été en partie freinée par un mouvement populaire plus fort qu'ailleurs, en particulier du fait de la puissance de l'UGTT, la seule centrale syndicale réellement existante en Tunisie. En Libye, en Syrie, au Yémen, les situations sont devenues de plus en plus chaotiques et les guerres dominent les mouvements sociaux avec la radicalisation des courants confessionnels des diverses tendances de l'islam, dans lesquels s'insèrent cyniquement les appareils d'État des dictatures.

Une vague qui n'est pas terminée

Mais la contestation des pouvoirs installés a continué de produire ses effets, jusqu'au Soudan, à Oman, en Irak, au Liban. Même l'Arabie saoudite n'a pas été épargnée. En revanche, l'Algérie, marquée par la terrible guerre civile entre État et islamistes dans les années 1990-2000, n'a pas suivi ce mouvement, même si les contestations ne sont pas absentes. Malgré l'importance des revers subis par les mouvements populaires, il est difficile de mettre fin à une vague de fond rassemblant la jeunesse, le prolétariat urbain mais aussi une bonne partie des classes moyennes, et surtout les couches populaires de régions marginalisées, surexploitées et polluées, qui convergent dans les revendications communes de la liberté, l'emploi, la dignité et la souveraineté nationale, qu'aucune répression ne peut totalement étouffer.

Jacques Babel

Ily a six ans débutait en Tunisie un processus révolutionnaire secouant la plupart des États d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient. Dans un mouvement cumulatif début 2011, des soulèvements de masse remettaient en cause des régimes politiques d'origine très diverses (républiques nationalistes pro ou anti-occidentales, monarchies absolues ouvertement réactionnaires ou se voulant modernistes). Un dictateur après l'autre était conspué avec une haine commune, contre la confiscation de l'État et l'arbitraire, contre la corruption et le chômage généralisés. Et dans plusieurs d'entre eux, face à la répression sanglante, des manifestations immenses scandaient le slogan «Ash-shab yurid isqat an-Nizam!» «Le peuple veut la chute du régime!»... D'hier à aujourd'hui, ce dossier revient sur quelques éléments d'un processus essentiel.



LES JEUX DES GRANDES ET MOYENNES PUISSANCES

Les impérialismes des USA et de l'Europe ont été secoués par la dynamique ouverte dans la région arabe en 2011. Une des racines majeures du soulèvement réside dans la politique néolibérale qu'ils ont imposée partout, détruisant services publics et emplois stables, agriculture vivrière et environnement.

Les grandes puissances occidentales étaient les «parrains» de la plupart de ces dictateurs, premiers clients pour leurs ventes d'armes et de produits de luxe. Elles ont immédiatement entrepris de coopter les pouvoirs nouvellement installés ou potentiels, dans un contexte de reflux de leur influence, en particulier avec les défaites US en Irak et en Afghanistan. Là où les dictateurs n'étaient vraiment plus présentables, elles ont tenté en vain de négocier leur départ. En Libye, vis-à-vis de Khadafi ne bénéficiant d'aucune protection internationale, et face à la haine trop forte de son peuple après 42 ans de pouvoir, elles sont intervenues militairement pour se dédouaner, et finalement l'éliminer. Au Yémen, c'est l'Arabie saoudite qui a voulu gérer à sa main une transition débouchant sur une terrible guerre civile et régionale.

L'écrasement des soulèvements populaires

En Syrie, Assad a bénéficié d'un parrainage de plus en plus efficace des pouvoirs iranien et russe. Malgré les crimes atroces commis par la dictature, les puissances occidentales se sont contentées de mots pour soutenir l'opposition, laissant les monarchies pétrolières islamistes tenter de préempter la révolte. L'irruption de Daesh comme monstre djihadiste a achevé de convaincre les puissances occidentales qu'elles devaient limiter leurs efforts géostratégiques à deux tâches: la «lutte contre le terrorisme» ciblant Daesh et al-Qaïda par tous les moyens militaires et policiers, et le cantonnement sans pitié des vagues de migrants hors d'Europe.

5ÈME ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS ARABE



Dans ce contexte, ceux qui n'ont pas la souplesse des vieilles puissances occidentales, comme la Russie de Poutine, l'Iran de Khamenei, la Turquie d'Erdogan ou l'Arabie saoudite du nouveau roi Salmane, ont tenté de dévier la révolte populaire vers l'affrontement interconfessionnel. Ils ont pris la tête de l'écrasement des soulèvements populaires dont la dynamique inspiratrice les menace eux aussi directement.

Résister aux vents mortifères, construire la solidarité

En voyant les désastres actuels dans la région certains, même des militants, se demandent si ces luttes en valaient la chandelle, en particulier en Syrie ou en Libye. Et les théories complottistes se développent pour rabaisser des mouvements de masse à des manipulations de

puissances étrangères. Il est essentiel de résister à ces vents mortifères. Les raisonnements prédestinant ces soulèvements à l'échec confinent au racisme. Des combats formidables et héroïques ont été menés par des hommes et des femmes aspirant à la démocratie, la justice sociale et la dignité. Ils ont pour la plupart été perdus à ce stade, face à la détermination des ennemis de la liberté. Mais c'est, et ce sera le lot de la plupart des mouvements révolutionnaires s'ils restent dans l'isolement! Et c'est bien de ce manque de convergence ou de solidarité internationale entre celles et ceux «d'en bas» des différents continents, qu'il convient de se préoccuper, d'autant que la dynamique du processus ouvert dans la région arabe en 2011 n'a peut-être pas dit son dernier mot!

Jacques Babel

TUNISIE: LE RETOUR DES TOURISTES...





ÉVOLUTIONS ET CONTRE-ÉVOLUTIONS DANS LA RÉGION ARABE (2011-2016)

LE RÔLE DE L'IRAN DANS LA TRAGÉDIE SYRIENNE

Un document publié il y a 11 ans par les stratégies iraniens stipule clairement que l'Iran doit intervenir directement dans la politique irakienne, en appuyant les partis chiites contre les autres forces. Il y est également proclamé l'opposition aux revendications séparatistes. Cette stratégie de l'Iran se heurte de plein fouet aux ambitions des autres puissances régionales (comme l'Arabie saoudite, Israël, et la Turquie), et exacerbe les rivalités.

L'importance stratégique de l'alliance avec le régime syrien

La Syrie est le seul pays arabe à avoir explicitement soutenu l'Iran durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Le fait que la dynastie Assad soit d'origine alaouïte (confession apparentée au chiisme) et l'existence de sanctuaires chiites en Syrie ont contribué à renforcer une relation stratégique entre les deux États. La volonté de conserver des liens étroits avec le Hezbollah libanais a aidé à renforcer cette alliance. Tout cela explique pourquoi le régime iranien s'est rangé dès mars 2011 au côté du président syrien Bachar el-Assad, définissant la révolte du peuple syrien comme une sédition « d'inspiration étrangère ».

Une implication militaire croissante au côté de Bachar

Au début du conflit, l'Iran a limité sa participation à la fourniture de services techniques ainsi qu'à un soutien financier au régime syrien. Fin 2012, l'Iran a joué un rôle crucial dans la création d'une organisation paramilitaire syrienne aidant l'armée régulière. Celle-ci rassemblait environ 100 000 combattants de différentes sectes religieuses. De 2011 à début 2013, l'Iran a envoyé des membres des forces d'élite, et a fourni une formation et un soutien logistique à l'armée syrienne.

La République islamique d'Iran affiche depuis des années sa volonté de « devenir la première puissance économique, scientifique et technologique de la région de l'Asie du Sud-ouest » comprenant l'Asie centrale, la Caucase, le Proche-Orient et les pays voisins...



Bachar et Khamenei, l'ordre contre les peuples. DR

Mais avec la dégradation constante de la position du régime syrien vers la fin 2013, la Russie a peu à peu assumé ce rôle, tandis que l'Iran augmentait sa présence sur le terrain. Selon les sources, le nombre total de Pasdaran (Gardiens de la révolution) et de paramilitaires iraniens opérant en Syrie se situait entre 6500 et 9200 en avril 2016. Depuis, ce nombre est allé crescendo, avec la bataille pour reprendre Alep.

Lorsqu'il est apparu que les forces syriennes étaient insuffisantes, le pouvoir iranien a facilité le déploiement de milices chiites étrangères. Elle a commencé par faire appel à son allié le plus proche, le Hezbollah, qui a pris part au combat en Syrie dès 2012. Le régime iranien a également envoyé des groupes chiites irakiens, afghans et pakistanais, fournissant les salaires, la formation et les armes.

En avril 2016, l'Iran a commencé à expédier des forces spéciales

de l'armée régulière iranienne. Aujourd'hui, le régime de Téhéran ne cache plus son engagement direct en Syrie. Les médias iraniens couvrent même d'éloges « les martyrs de l'islam ».

Il ne faut pas perdre de vue la convergence globale des analyses du régime islamique et celles de Poutine. L'Iran coordonne également, au niveau ministériel et opérationnel, ses actions sur le terrain avec la Russie. Les dirigeants iraniens ont déclaré explicitement, qu'en ce qui concerne la Syrie, il n'y a pas de divergences entre les stratégies de Moscou et de Téhéran. Il est clair que le régime iranien est attaché explicitement au maintien en l'état du clan Assad au pouvoir et des institutions étatiques existantes.

Des tensions croissantes avec l'Arabie saoudite

Étant donné que l'Arabie saoudite soutient des groupes djihadistes

combattant le pouvoir syrien, et que les deux pays ont des politiques étrangères opposées au niveau régional, les ayatollahs vont continuer à intervenir dans des conflits entre sunnites et chiites au Yémen et à Bahreïn.

En effet, la politique régionale de la République islamique d'Iran s'inscrit dans une lutte d'influence contre la monarchie réactionnaire des Al Saoud. Il ne faut pas oublier que les ayatollahs et le régime d'Arabie saoudite sont les principaux soutiens des courants réactionnaires de l'islam politique. Ils favorisent les logiques d'affrontements sectaires et inter-religieux qui divisent les populations sur la base de leurs identités religieuses, mettant la région à feu et à sang.

Behrooz Farahany¹

¹ – Exilé politique en France, militant de Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens (SSTI) <http://www.iran-echo.com>
Version longue disponible sur le site du NPA

LA DIMENSION KURDE DU CONFLIT SYRIEN

Entretien. Vivant en Suisse, **Joseph Daher** est militant de la gauche révolutionnaire syrienne. Il anime notamment un blog très informatif sur la situation en Syrie¹.



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Quelle a été l'implication des Kurdes dans les débuts de la révolution ?

Au début du soulèvement de mars 2011, pratiquement tous les partis politiques kurdes existants ont adopté une attitude prudente. Ils étaient soit absents des mobilisations de rue des Kurdes syriens, soit n'y jouaient qu'un rôle de second plan, à l'exception de deux organisations, le Courant du futur et Yekiti.

Les mobilisations ont émergé autour de groupes de jeunes pré-existants, ou de « Comités de coordination locaux » nouvellement apparus. Ces structures se considéraient comme partie prenante du mouvement national contre le régime et appelaient à son renversement. Les comités locaux de coordination existant dans les zones arabes du pays ont servi de modèles pour le développement de groupes similaires dans les régions kurdes.

La collaboration entre, d'une part, certains groupes de jeunes arabes et kurdes et, d'autre part, les comités locaux de coordination, a continué de façon significative jusqu'aux alentours de mars 2012. Elle s'est ralentie ensuite pour devenir plus localisée, particulièrement après que les principaux partis arabes syriens d'opposition en exil aient rejeté les revendications des partis kurdes.

Quelle oppression spécifique les Kurdes subissent-ils ?

Les Kurdes ont connu des décennies d'oppression étatique depuis l'indépendance du pays en 1946, dont une politique de discrimination quasi systématique, une répression culturelle et l'existence d'une plus grande pauvreté dans les territoires principalement peuplés par des Kurdes. Sans oublier des politiques d'arabisation des régions à majorité kurde, et la privation de la nationalité syrienne suite au référendum de 1962 à environ 120 000 Kurdes de Syrie, les privant de leurs droits civiques élémentaires. Entre 250 000 et 300 000 Kurdes étaient apatrides lorsqu'a commencé la révolution en mars 2011.

La majorité de l'opposition arabe syrienne n'a pas pris en compte cette réalité, sa position faisant miroir à celle du régime.

Aucune solution de la question kurde ne peut être trouvée sans reconnaître les Kurdes comme un « peuple » à part entière ou une « nation » ayant le droit à l'autodétermination. La revendication d'un système fédéral est celle de la quasi-majorité des partis kurdes du pays.

Quelles sont les relations entre les partis kurdes et les partis d'opposition à Bachar ?

La grande majorité des partis politiques d'opposition ne sont en aucune manière prêts à reconnaître les Kurdes comme un « peuple » distinct ou une « nation ». Ils ne sont pas prêts à vouloir entendre les revendications

de fédéralisme et de décentralisation administrative.

Ils n'est donc pas étonnant que les relations entre le PYD (le parti frère du PKK de Turquie), et le courant dominant de l'opposition en exil soient très mauvaises, en plus d'autres raisons.

Quelles sont les relations entre le PYD et le régime ?

Le soulèvement populaire a poussé le régime à conclure un accord avec le PYD en juillet 2012, par lequel il se retirait de plusieurs régions du Nord majoritairement peuplées par des Kurdes. Cela lui a permis de redéployer ses forces armées et de réprimer le soulèvement ailleurs, tout en maintenant une présence limitée dans quelques endroits. C'est dans ce cadre que s'est mise en place l'auto-administration par le PYD des espaces habités majoritairement par des Kurdes, connus sous le nom de Rojava. Cette expérience est une conséquence directe du mouvement de masse de l'ensemble du peuple de Syrie (regroupant des Arabes, des Kurdes et des Assyriens) contre le régime d'Assad.

Il n'existe pas à proprement parler d'alliance entre le régime d'Assad et le PYD. Il s'agit d'un accord pragmatique de non-agression, comportant des périodes de conflits.

Quelles critiques peuvent-elles être faites au PYD ?

Certaines de ses positions sont problématiques : son orientation non conflictuelle avec le régime d'Assad ; son soutien à l'intervention russe en Syrie ; le fait d'avoir profité, début 2016, des bombardements russes sur les environs d'Alep pour conquérir de nouveaux territoires au détriment de l'ASL et des forces de l'opposition islamique à Bachar el-Assad.

Il existe également contre le PYD des accusations de violation des droits de l'homme concernant des populations arabes. De plus, le PYD a eu des pratiques autoritaires et a pris des mesures répressives contre d'autres groupes et militants kurdes.

En quoi le sort des Kurdes et celui du reste de la population sont-ils liés ?

Le régime d'Assad et les forces islamiques réactionnaires font obstacle au développement de toute expérience politique ne figurant pas dans leur programme autoritaire. Pour cette raison, nous ne devons pas séparer la lutte pour l'autodétermination des Kurdes de la dynamique de la révolution syrienne.

Nous devons réaffirmer que la défaite de la révolution syrienne et du mouvement populaire marquerait probablement la fin de l'expérience du Rojava, et un retour à une ère de répression des Kurdes de Syrie.

Il faut être conscient qu'un quasi-consensus existe entre tous les pouvoirs internationaux et locaux, sur certains points : liquider le mouvement révolutionnaire populaire initié en mars 2011 ; stabiliser le régime de Damas et maintenir à sa tête le dictateur Bachar el-Assad pour le court et moyen terme ; s'opposer à toute forme d'autonomie kurde ; vaincre et défaire militairement les groupes djihadistes comme Daesh.

¹ – Le point de vue de Joseph Daher est longuement développé dans un texte disponible sur son blog <https://syriafreedomforever.wordpress.com>, reproduit aussi sur le site du NPA.

PRISON DE FRESNES (94)

Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

Le 15 décembre est paru au Journal officiel le rapport de la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Adeline Hazan. Celle-ci utilise la procédure d'urgence pour alerter le gouvernement sur l'état scandaleux de la prison des hommes de Fresnes.

Adeline Hazan estime que les conditions de vie des personnes qui y sont détenues ne sont pas conformes à l'article 3 de la CEDH (Cour européenne des droits de l'homme) qui stipule que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains et dégradants ».

D'abord il y a la surpopulation. Au 13 décembre, elle était de 202%, soit 2474 détenus... pour 1226 places. Plus de la moitié des détenus vivent à trois dans des cellules individuelles dotées d'un espace vital de 6 m², les autres à deux. Les parloirs sont des boîtes de 1,4 m² situés en sous-sol, coupés par des murs interdits depuis 1983, qui empêchent les personnes de s'asseoir normalement et interdisent tout respect de l'intimité entre visiteurs et prisonniers.



Dernière des barbelés et les murs de Fresnes, l'inhumanité de l'État. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

De plus, les punaises et les cafards sont partout. Mais ce sont surtout les rats, qui courent y compris sur les lits, qui sont les plus dangereux en termes de santé : non seulement ils produisent une saleté insupportable, mais plusieurs détenus souffrent de leptospirose, une maladie liée aux morsures de rat et pouvant entraîner des atteintes sérieuses des reins.

L'État assigné en justice

Enfin, les problèmes sont amplifiés par l'encadrement. 70% des personnels sont des stagiaires car Fresnes est une prison-école (!), les personnels qualifiés sont en nombre trop insuffisant. Et si le nombre de prisonniers a augmenté de 20%, celui des personnels n'a pas bougé. Du coup, la discipline est brutale, injuste et incompréhensible. Il règne un climat de peur et de grande violence.

L'OIP (Organisation internationale des prisons) réalise un travail constant et précieux, notamment à Fresnes. Elle a ainsi assigné l'État devant le juge administratif pour mettre fin à la présence des rongeurs, et le tribunal a ordonné la dératisation. Fresnes est en grande partie une maison d'arrêt, pour des personnes condamnées pour des petits délits à des peines courtes. Ce sont en majorité des jeunes adultes de moins de 25 ans. Les souffrances infligées dans cette prison n'ont rien à voir avec une prétendue sanction proportionnelle au délit... mais tout à voir avec le cynisme d'un État qui abandonne volontairement une partie de la jeunesse!

Roseline Vachetta

AIR FRANCE MAINTENANCE Le chemin de la lutte est retrouvé : première victoire

Dans les semaines qui ont suivi, Sud Aérien a organisé des assemblées générales d'information, AG très suivies. Elles ont eu un grand succès, réunissant 1800 salariéEs. Et elles ont poussé l'ensemble des syndicats à se déclarer contre la filialisation. Une intersyndicale centrale a eu lieu le 2 décembre, mais n'a voulu appeler à aucune action avant le vendredi 16 décembre à 11 heures, dernier jour avant les vacances... et refusant toute action vers les aéroports ou vers le siège Air France à Roissy. La CGT en particulier expliquait qu'après les cinq licenciements suite à la « chemise arrachée », il ne fallait prendre aucun risque.

Des syndicats sous pression

Alors Sud Aérien a décidé, en harmonie avec la colère des salariéEs, d'accélérer le rythme. Les salariéEs ont démarré spontanément des actions dans deux ateliers : révision moteurs à Orly et équipements à Villeneuve-le-Roi (VLR), des débrayages allant perturber des réunions avec les clients, déclenchements de détecteurs de fumée entraînant l'évacuation des bâtiments, « minutes africaines » reprenant la tradition où les salariéEs font le maximum de bruit en tapant sur des tôles, en branchant des klaxons sur l'air comprimé pendant plusieurs minutes...

Une intersyndicale sous pression s'est alors tenu à Orly le 5 décembre, les jeunes s'y étant invités. Elle décide alors d'une action le 8 avec rassemblements. SUD, CGT, FO, UNSA et CFDT y appellent. Sur Roissy, seuls SUD, CGT et FO ont appelé à un rassemblement le 8... Et on y voit des tracts de presque tous les syndicats dénonçant Sud Aérien comme ne respectant pas l'intersyndicale. Et le 6 décembre, une action qui a conduit à annuler la cérémonie d'inauguration de l'arrivée du B787 à Air France (1200 invités...)

Le 7 novembre dernier, le nouveau PDG Janaillac présentait « Trust Together » : deux annonces, dont en particulier la création d'une compagnie low cost long courrier et le projet de filialisation de la maintenance (8000 salariéEs) pour financer l'achat des avions (voir l'Anticapitaliste n°362).



Air France sur l'autoroute des luttes. DR

a été appelée uniquement par SUD et FO.

Mobilisation réussie, recul de la direction

Le 8 décembre a vu une immense mobilisation à Orly (450) et VLR (350). Les deux cortèges se sont rejoints et sont partis en manifestation vers l'aéroport, bloquant la circulation sur l'autoroute. Et malgré des forces de l'ordre il faut dire peu nombreuses et vite dépassées, les salariéEs ont réussi à envahir l'aérogare. Cela alors que la veille encore, la direction rappelait dans un flash actu à tous les salariéEs la circulaire préfectorale adoptée avec l'état d'urgence, circulaire interdisant toute gêne à l'exploitation des aéroports et menaçant de retrait du fameux badge rouge...

Sur Roissy, 300 mécanos du matin et 300 du soir se sont réunis en AG. Des AG houleuses où les

syndicats se sont fait secouer, ce qui les a forcés à appeler le jeudi 15 décembre, jour du comité central d'entreprise. À Orly, on s'est préparé à monter le 15 à Roissy, forts de l'immense succès du 8. C'est alors que la direction a annoncé le transfert du CCE sur Paris pour essayer de casser cette dynamique. Peine perdue, les salariéEs se préparent alors à monter sur Paris. Lundi 12, les salariéEs apprennent en arrivant au boulot, par des tracts CGC, CFDT et UNSA, que la direction retire son projet de filialisation et qu'on l'a mal comprise... Ces syndicats arrêtent toute action, estimant avoir gagné...

Mais le nouveau directeur Turner annonce alors que si le projet est retiré, le statu quo n'est pas tenable, faisant planer de nouvelles menaces. Sud décide de maintenir quand même un appel à manifester devant le CCE à Paris le 15. Parallèlement, dans la presse patronale, le secrétaire d'État aux transports annonce que l'État s'engage à aider Air France, à condition que les salariéEs fassent aussi de nouveaux efforts (eux qui sortent de 5 ans de blocage des salaires, de perte de repos...).

2017 s'annonce bien

Enfin, le jeudi 15 a vu des rassemblements plus petits sur Orly (100) et VLR (60), et un petit groupe est allé symboliquement manifester avec Sud devant le CCE... gardé par les CRS! À Roissy par contre, c'est près de 400 salariéEs qui ont manifesté et défilé vers l'aéroport, huant le représentant de l'Unsa quand celui-ci a voulu prendre la parole!

Les salariéEs de l'industriel terminent donc l'année avec cette victoire sur un projet qui faisait cauchemarder tout le monde. C'est la plus grande mobilisation depuis 1993, date de la grande grève qui avait alors remporté une victoire éclatante et annonçait le réveil de l'hiver 1995. Une nouvelle génération de salariéEs a fait ses preuves dans la lutte, reprenant les traditions, les manifs sur l'aérogare. Tous les discours de résignation sont tombés : il est possible de lutter et de gagner!

2017 s'annonce donc bien. La question salariale sera au centre, avec celle des embauches, afin d'empêcher Air France de créer des filiales low cost et de laisser mourir la branche industrielle.

Jet Aelis

AMIANTE Cour d'appel d'Amiens et justice de classe...

Après avoir démarré une procédure en mai 2012 pour « préjudice d'anxiété » suite à une exposition à l'amiante à l'usine Bosch de freinage de Beauvais, les 390 salariéEs ont été déboutés par la cour d'appel d'Amiens le 6 décembre dernier...

Alors que le conseil des prud'hommes de Beauvais, après de longues procédures de renvois, avait condamné l'équipementier à 5000 euros au titre de « préjudice d'anxiété », le patron a fait appel du jugement. Pour la première fois, un tribunal d'appel n'a pas accordé ce préjudice au motif que Bosch qui avait racheté la branche freinage à Allied Signal en 1996 n'était pas responsable des agissements de ses prédécesseurs... Pour



Devant le palais d'injustice d'Amiens... DR

cela, l'avocat de la direction a sorti un traité de droit américain qui précise que Bosch ne reprend pas les dettes « amiante ». Seulement, cet article ne s'applique qu'aux

travailleurs américains et est contraire au droit français...

Ce n'est pas fini...

Le tribunal d'appel d'Amiens a donc suivi cette

« argumentation » pour débouter les salariéEs de Bosch Beauvais, alors que quelque temps auparavant, le tribunal d'appel de Paris n'avait, lui, pas pris en compte cet argument, confirmant le versement de 5000 euros pour les 80 salariéEs de Bosch Drancy (93). Nous sommes donc confrontés encore une fois à une justice de classe qui profite d'un rapport de forces qui se dégrade de jour en jour pour satisfaire les patrons. Mais les 390 salariéEs ont décidé de ne pas en rester là, d'autant plus que Bosch s'est servi de l'amiante pour mettre en préretraite les salariéEs âgés afin de fermer l'usine de Beauvais en juin 2010, bien entendu au moindre coût.

Il n'est pas question de faire ce cadeau aux patrons : la procédure judiciaire va continuer en cassation, où nous espérons faire annuler le jugement ignoble de la cour d'appel d'Amiens.

Correspondant

LA POSTE

La Cour des comptes recommande un démantèlement accéléré!

Selon la « grande » presse, le rapport de la Cour des comptes sorti le 13 décembre dernier épargnerait La Poste. Une vision bien partielle des choses, car si les « sages » ont épargné la direction de l'entreprise, il en va différemment pour les postierEs et le service public.

Tout d'abord, la Cour des comptes ressort les inepties d'un précédent rapport selon lesquelles les facteurs et factrices sont en situation de sous-activités et trop

souvent absentEs. Leur solution ? Renforcer les contrôles afin de traquer les arrêts maladie abusifs et introduire une modulation de la rémunération liée au présentisme ! Un sordide tour de

AGRICULTURE Des revenus en chute... jusqu'où ?

La commission des comptes de l'agriculture a rendu ses comptes prévisionnels pour 2016. Le revenu des agriculteurs baisserait de 26% par rapport à 2015!

Le montant pris en compte est le revenu net par actif non salarié. Il inclut le bénéfice ou la perte sur le chiffre d'affaires et les aides perçues. Il s'agit d'une moyenne : certains s'en tirent mieux et d'autres perdent davantage, mais beaucoup d'agriculteurs ne parviennent plus à vivre de leur travail, ce qui est intolérable.

Cette année, les céréaliers, longtemps préservés, sont affectés. Les conditions climatiques ont fait chuter les rendements, mais alors que ce phénomène classique s'accompagnait dans le passé d'une hausse des cours, cela n'a pas fonctionné car le marché est mondialisé et que les autres pays gros producteurs ont eu de bonnes récoltes. C'est à la bourse de Chicago que se font les prix... La crise céréalière se conjugue avec celles qui touchent les productions animales, lait et viande, crises de surproduction voulues par les industriels qui en attendent des prix toujours plus bas. S'ajoute l'incidence du regain de la grippe aviaire. Les aides d'urgence, exonération de cotisations et étalement du remboursement des crédits, outre qu'elles se heurtent à l'austérité budgétaire, sont des emplâtres sur une jambe de bois. Certes il faut sauver les agriculteurs en difficulté, mais aussi s'attaquer aux racines du mal.

L'agriculteur est un travailleur indépendant. En grande majorité, l'exploitation est familiale, sous forme individuelle ou sociétaire. Il possède ses outils de production, mais ce capital n'est pas rémunéré à cause des dettes, il ouvre seulement un droit au travail dont il faut tirer un revenu. C'est rarement le cas : la vente des produits couvre à peine ou pas les coûts de production : c'est le cas du porc et du lait. La valeur ajoutée part dans les poches des fournisseurs, de l'agro-industrie et du commerce, sans oublier les banquiers... L'essentiel du revenu provient des aides directes nationales ou liées à la PAC.

Productivisme, compétitivité... et surendettement

Une partie des agriculteurs s'en tire moins mal. Des grosses exploitations compriment leurs charges par des économies d'échelle : le coût à l'hectare ou à la vache est moindre quand on en a des centaines. La répartition des aides favorise les plus gros. À l'autre extrémité, on trouve, en bio comme en conventionnel, des fermes qui bénéficient de marchés porteurs et évitent d'engraisser trop d'intermédiaires grâce à la vente directe ou à des réseaux alternatifs : une solution qui marche mais ne peut guère s'étendre du fait du pouvoir d'achat en berne et de la disparition des outils de transformation de proximité.

Le productivisme, la dépendance aux exportations, la course à la « compétitivité », poussent au gigantisme et au surendettement, laissant des dizaines de milliers d'exploitations sur la touche : cessations d'activité et suicides se multiplient. La concentration porte aussi un coup dur à l'environnement et à l'aménagement du territoire.



En septembre 2015, quand les tracteurs descendaient sur la capitale... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Arrêter la casse et favoriser des installations passe par la garantie d'un revenu suffisant. Éviter les faillites exige de questionner l'endettement et pourquoi pas d'annuler les dettes quand les banquiers se sont bien gavés. Équilibrer les marchés, maîtriser la production, sans doute, mais aussi redéployer les aides directes

qui sont un salaire camouflé et inégalitaire. Leur montant total permettrait de financer un vrai salaire par actif agricole, rémunérant les services de production et de protection de l'environnement. C'est au moins une piste à explorer.

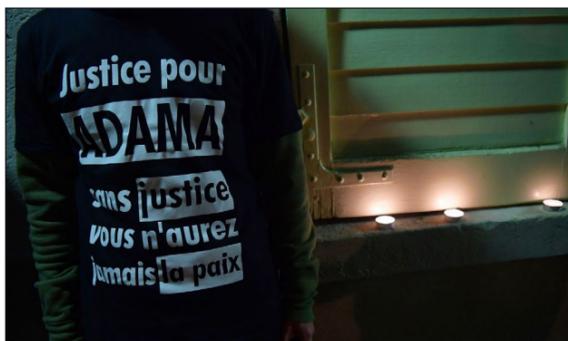
Gérard Florenson

RÉPRESSION Libérez Bagui Traoré!

À l'issue d'un procès tenu sous haute surveillance policière, les frères d'Adama Traoré, assassiné par les gendarmes le 16 juillet dernier, se sont vus infliger des peines de prison ferme : 8 mois pour Bagui qui passera Noël en prison, et 3 pour Youssouf.

Le harcèlement contre la famille Traoré ne connaît pas de limite et est en passe de devenir un scandale d'État.

Dans un communiqué « Adama Traoré : vérité et justice » de ce lundi 9 décembre, la Ligue des droits de l'homme « demande que la police et la justice reprennent leur légitimité auprès de populations qui, d'incidents en événements dramatiques, de déni en mépris se vivent stigmatisées, maltraitées, laissées pour compte de la République ». Au-delà des sempiternelles déclarations et appels à la « modération » réitérées à chaque crime raciste de la police, à chaque décision de justice qui aboutit systématiquement les tueurs policiers ou gendarmes, ce n'est que par la mobilisation que nous pourrions éviter que la longue liste des victimes ne s'allonge.



Soutien total aux familles mobilisées

Organisés au sein du collectif « Urgence notre police assassine », les familles et les proches multiplient les rassemblements et manifestations pour briser le mur du silence autour des crimes policiers. Ainsi Assa Traoré était au Havre aux côtés des proches d'Abdoulaye Camara, assassiné il y a deux ans

de 10 balles tirées par les flics alors qu'il tentait d'échapper à un contrôle.

Les anticapitalistes doivent être en première ligne pour dénoncer les intimidations dont font l'objet les membres du collectif « Urgence notre police assassine » et les rejoindre dans leurs mobilisations. Pas de justice, pas de paix!

Alain Pojolat

MIGRANT-E-S

Un homme est mort



Porte de la Chapelle à Paris, plus de place dans le centre... DR

« Vu la situation à Paris, on s'attend à revenir dans pas longtemps ». Nous sommes le 16 décembre à Saint-Denis. Et c'est un CRS qui parle.

Il ne devait plus y avoir de campements à Paris? Un nouveau campement de migrantEs vient d'être évacué. Les cars ont emmené plus de 300 d'entre eux vers des gymnases.

D'autres avaient décidé de quitter les lieux auparavant commençant à identifier les dangers de ces « mises à l'abri » qui deviennent des assignations à résidence pour les dublinés. Cela fait un peu plus d'un mois que le camp dit « humanitaire » de la Chapelle a ouvert. Mais il est débordé. Des réfugiés s'installent pour faire la queue pendant la nuit dans l'espoir d'avoir une chance d'entrer. Plusieurs fois les flics les ont gazé. Car ce centre, bien loin d'être une solution d'accueil, est en fait un sas de tri rejetant ceux et celles qui sont déboutés du droit d'asile, envoyant les autres à la préfecture pour identifier ceux et celles qui ont laissé leurs empreintes dans un autre pays, les « dublinés ».

L'existence de ce centre permet de légitimer la chasse aux migrantEs par la police tout autour de Stalingrad et de La Chapelle. Pas pour offrir une solution mais pour empêcher tout début de réinstallation d'un campement. C'est ce qui a poussé des migrantEs à franchir le périphérique, juste de l'autre côté de la porte de la Chapelle pour s'installer à Saint-Denis. En quinze jours, ce campement est passé d'une centaine de migrantEs à près de 700.

Vers un 19 mars antiraciste

Cela fait désormais près de deux mois que le bidonville de Calais a été détruit puis les campements de Stalingrad mais rien n'est résolu tandis que le pouvoir met progressivement en place le dispositif pour assurer l'expulsion des dublinés, de plus en plus nombreux et nombreuses parmi les migrantEs. Plus de 40 000 seraient déjà répertoriés pour 2016 et l'objectif gouvernemental est de les assigner à résidence pour assurer ce qu'il nomme pudiquement leur « transfert ».

Alors la situation se tend dans de nombreux centres. À Réalville dans le Tam-et-Garonne, 19 mineurs afghans évacués de Calais et qui veulent aller en Angleterre se sont mis en grève de la faim le 16 décembre tandis qu'une vingtaine d'autres ont manifesté à Batz-sur-Mer en Loire-Atlantique. La politique du pouvoir donne confiance aux racistes. Des centres d'accueil de migrantEs ont été attaqués ces dernières semaines. À Boulogne-Billancourt le 16 décembre, c'est un foyer de travailleurs immigrés qui a été incendié. Et un travailleur est mort.

Plus que jamais il est indispensable que le mouvement antiraciste se mobilise aux côtés de tous les migrantEs qu'ils et elles soient en situation régulière, demandeurs d'asile ou sans-papiers, pour imposer la liberté de circulation et d'installation et contre les violences, notamment policières. Une date commence à circuler pour une grande marche, pour la dignité et la justice, le 19 mars prochain. Ce week-end là, des manifestations auront lieu dans toute l'Europe. L'occasion de renverser le courant.

Denis Godard

passer afin d'éviter d'aborder la souffrance des postierEs et leur faire porter les difficultés rencontrées par la boîte!

Sans surprise, l'autre responsable de ces difficultés réside dans le service public, considéré trop cher et ne répondant pas aux nouvelles attentes des populations... Pourtant, tous les sondages relatifs à ce sujet confirment l'attachement des usagerEs à la distribution du courrier six jours sur sept et au maintien des bureaux de poste. Pour la Cour des comptes, l'orientation que donne la direction de La Poste et l'État à cette entreprise est la bonne. Pour prétendument réussir le pari de la transformation, il suffirait de restructurer plus vite, de supprimer plus d'emplois et de fermer plus de bureaux!

Un rapport de commande!

Si certains en doutaient encore, deux décisions, officialisées au conseil d'administration du jeudi 15 décembre, ne laissent plus planer le moindre doute sur l'objectif de ce rapport : cautionner les agissements des patrons de La Poste. Ainsi, le budget 2017 de cet établissement ne prévoit pas moins de 500 fermetures de bureaux de poste dans les zones urbaines. Ce matraquage aura inévitablement des conséquences désastreuses, l'état du réseau étant déjà lourdement dégradé. Ainsi, en zone rurale, 66% des points de contact ne sont plus des bureaux de poste et, tout confondu, 46% de ces fameux points de contacts sont des agences postales communales ou des relais poste chez les commerçants. Le service public minimum...

Il faut noter que les dirigeants de La Poste ne s'embarrassent même plus de justifier les fermetures par des insuffisances d'activité. Pour exemple, le 1^{er} décembre a vu la fermeture des portes du bureau de Paris Gare du Nord, un bureau à très forte affluence mais considéré comme insuffisamment rentable. Haro sur les bureaux populaires!

L'autre décision n'est autre que la validation par le conseil d'administration de La Poste, une semaine après celle de l'Association des maires de France présidée par Baroin, du contrat de présence postale territoriale. Ce contrat est marqué par deux évolutions essentielles : d'une part la priorisation du financement de l'externalisation de l'activité par le fonds de compensation ; d'autre part, la réduction des

pouvoirs des maires et des conseils municipaux lors de la fermeture des bureaux de poste. En clair, tout est fait pour réduire drastiquement le nombre de bureaux!

Le débat démocratique saucé gouvernementale...

Comme nous le voyons, toutes ces décisions possèdent une cohérence, celle de démanteler le service public au détriment des usagerEs et des postierEs! Le rapport de la Cour des comptes prenait tout de même quelques gants pour aborder la révision des missions de service public, en évoquant la nécessité d'un débat public. La réponse du ministre de tutelle ne s'est pas fait attendre : ce n'est ni réalisable ni souhaitable! Une belle preuve de l'esprit de démocratie de ce gouvernement.



Adieu les bureaux de poste... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MLO

Face à cette attaque frontale contre le service public, il est urgent de multiplier les actions regroupant postierEs, usagerEs et éluEs. Dans de nombreuses localités, et pas seulement rurales, des collectifs se créent ou renaissent. Il est de la responsabilité de toutes et tous de les faire vivre!

Bruno Quignard

USA Trump, « la paix par la force »...

Poutine a-t-il organisé la défaite de Clinton en ayant piraté des emails du Parti démocrate pour favoriser l'élection de Trump ? C'est ce qu'affirment des responsables de la CIA, et Obama d'ordonner une enquête et de promettre des représailles.

Trump, qui vient d'être élu le 19 décembre par les grands électeurs, ironise, mais ce nouvel épisode du psychodrame électoral américain est bien dans l'air du temps du rapprochement annoncé Trump-Poutine.

« L'ami de Poutine »

Rex Tillerson, ex-PDG du géant pétrolier ExxonMobil, a été nommé secrétaire d'État, c'est-à-dire ministre des Affaires étrangères. De par son ancienne fonction, il entretient de bonnes relations avec la Russie, en particulier avec Igor Setchine, le patron de Rosneft, le principal producteur de pétrole russe, un proche de Poutine. Il s'était opposé aux sanctions adoptées par les États-Unis après l'annexion de la Crimée en mars 2014. Rex Tillerson ne dépare pas dans l'équipe de généraux, de grands patrons et de banquiers du futur gouvernement.

Les nouvelles relations entre Moscou et Washington se négocient en fait autour du drame syrien, où les USA ont laissé les mains libres à Moscou et Téhéran. Trump fait confiance à Poutine. La Russie a réalisé ses objectifs : son intervention militaire a sauvé Bachar el-Assad, le dictateur ami, assuré ses bases en Méditerranée, et lui a permis de conserver la dernière de ses zones d'influence dans le monde arabe. Il s'agissait aussi de mettre un terme au « Printemps arabe », de mater l'insurrection populaire. La chute d'Alep aux mains de l'alliance russo-iranienne change les rapports de forces dans une région jusqu'alors dominée par les États-Unis, et par eux seuls. Ceux-ci sont contraints de s'entendre avec la Russie et de négocier avec l'ayatollah Ali Khamenei, dans un monde libéral et impérialiste dit « multipolaire ».



Un graffiti dans les rues de Vilnius en mai dernier. DR

Fin de la « normalisation » USA-Chine ?

Le 11 décembre, à l'occasion d'un entretien accordé à la chaîne Fox News, Trump est revenu sur l'incident diplomatique qu'avait provoqué sa conversation téléphonique, le 2 décembre dernier, avec la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, à l'initiative de cette dernière : « Je comprends parfaitement la politique d'une seule Chine ». Mais je ne sais pas pourquoi nous devons être liés par [cette] politique (...), à moins que nous concluons un accord avec la Chine concernant d'autres choses, y compris le commerce ». Il n'a aucune intention de respecter l'accord diplomatique avec Pékin dit « une seule Chine » qui ne reconnaît pas Taïwan, accepté jusqu'alors par Washington dans le cadre de la « normalisation » des relations USA-Chine. Cette page se tourne. Trump entend non seulement mener une guerre commerciale contre la Chine mais il dénonce aussi « l'énorme forteresse au milieu de la mer de Chine méridionale » érigée par Pékin. La saisie par la marine chinoise d'une sonde de la marine américaine dans cette zone a été l'occasion d'une violente réaction de Trump.

De toute évidence, son prétendu isolationnisme ne signifie en rien un abandon des prérogatives de l'impérialisme américain. Il ne s'agit plus pour les USA de prétendre au rôle de gendarme du monde, mais de se concentrer sur la défense de leurs propres intérêts tant économiques que politiques et militaires. Ils veulent imposer à leurs alliés de prendre leur part, en particulier au niveau de l'Otan, et entendent renégocier en fonction des nouveaux rapports de forces au prix de tensions exacerbées. Trump sera le Président de ce tournant dans la mondialisation. Ainsi, il a repris le slogan de « paix par la force » de Reagan... tout en décidant d'accroître les dépenses militaires !

Yvan Lemaître

ALGÉRIE Difficile résistance des travailleurs

Alors que les élections législatives du 1^{er} trimestre 2017 se préparent dans l'indifférence la plus totale, le gouvernement continue à se positionner en défenseur du caractère social de l'État. Mais dans la pratique, il fait exactement le contraire !

Le pouvoir continue sa politique d'intégration à la finance mondiale. Le « nouveau modèle économique », nouveau slogan du gouvernement, sonne comme un pas de plus dans le processus de libéralisation entamé il y a déjà quelque temps.

Libéralisation économique à pas cadencés

Avec 900 millions de dollars emprunté auprès de la Banque africaine de développement (BAD), salué par le milieu libéral, le gouvernement de Bouteflika annonce son renouement avec l'endettement extérieur. Il offre à l'occasion de nouveaux avantages aux investissements étrangers, notamment dans l'assouplissement de la règle des 51/49% qui constitue le verrou du code de l'investissement en Algérie, et cela dans le but « d'attirer des Investissements directs étrangers (IDE) ». Dans ce cadre, Abdeslam Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, proclame que le gouvernement crée une « dynamique sans précédent qui vise, à moyen terme, une intégration effective et positive de l'économie algérienne dans le système économique mondial ». Pourtant, la réalité est à l'encontre de cette intégration « positive ». L'accord d'association avec l'Union européenne a permis à l'Algérie d'exporter pour 12 milliards d'euros vers l'Union européenne. Mais cette dernière a exporté l'équivalent de 195 milliards d'euros vers l'Algérie ! Sur le plan des subventions, la politique gouvernementale, relayée par la critique libérale, s'attaque aux maigres aides de l'État des produits de base (lait, pain, sucre, etc.) encore en vigueur. Et les



Bouteflika ne bouge plus, mais le libéralisme est toujours en action... DR

classes populaires de subir ainsi une réduction des subventions sur les produits de première nécessité, une hausse de 2% de la TVA, une hausse des tarifs de l'énergie et par conséquent des transports... Le blocage des recrutements dans la fonction publique et le gel de certains investissements publics feront grimper le chômage. Dans le même élan, la loi sur les retraites des salariéEs, loi qui leur interdit le départ en retraite à l'issue de 32 années de travail, est toujours en vigueur malgré l'amendement « oral introduit sur instruction du président de la République », selon le rapport fait par le ministre du Travail à l'Assemblée. Cette mesure prépare la casse du système de protection sociale.

En revanche, les contributions et autres avantages pleuvent sur les

possédants et les classes dominantes à travers l'abaissement du taux de la taxe sur l'activité professionnelle, l'absence d'impôt sur la fortune, le laxisme fiscal... Au même moment, l'exécutif prépare la privatisation des entreprises publiques par l'entrée des hommes d'affaires dans leur capital. Il « régularise » les situations acquises dans « l'informel » (télévisions offshore...) et ouvre la voie à la création d'hôpitaux et d'universités privés...

Une mobilisation limitée

Pour faire face à ces attaques, les travailleurs se mobilisent à l'appel de la coordination des syndicats autonomes ou des structures combattives de l'UGTA. Les chômeurs de la ville pétrolière d'Ouargla affiliés à la CNDDC marchent. Les étudiants inquiets pour leur avenir

se mobilisent à Boumerdes, Oran, Constantine... Les habitants des villes et villages du pays dénoncent la cherté de la vie (Adrar, Ouargla, Béchar, El Oued...) et manifestent leur mécontentement. Mais la résistance reste laborieuse. Ainsi, les dernières manifestations sur les retraites organisées par les syndicats autonomes sont restées en deçà des mobilisations souhaitées : la retraite n'est pas mobilisatrice au même titre que les revendications salariales, souligne le secrétaire général du CLA, d'autant plus qu'il y a de plus en plus de travail informel et précaire qui préoccupe le monde du travail.

Face à l'inquiétude et au mécontentement légitimes qui s'amplifient, le pouvoir refuse toute concertation et réprime. Les atteintes aux libertés démocratiques se multiplient. Devant la dégradation de la situation, l'heure est à la résistance contre la politique de spoliation des richesses et de l'économie nationale au profit d'une minorité d'affairistes algériens et d'entreprises étrangères. Il faut continuer à dénoncer la remise en cause des acquis sociaux et la répression dont sont victimes les classes populaires et leurs représentants syndicaux, associatifs, politiques, et apporter le soutien plein et entier aux luttes des travailleurs, des chômeurs, des étudiants en vue d'une convergence démocratique, antilibérale et anti-impérialiste, pour construire une alternative populaire à l'actuelle politique.

D'Alger, Nadir Djerroune

CORÉE DU SUD Le « mouvement des chandelles » et la destitution de la présidente

Sous la pression des occupations de places, le Parlement a voté pour la destitution de la présidente Park Geun-hye (voir L'Anticapitaliste n°359).

Le 9 décembre, le Parlement a décidé d'une procédure de destitution (« impeachment ») de la présidente par 234 voix contre 56. Il revient à la Cour constitutionnelle de valider ou pas cette décision. Jusqu'à la dernière minute, Park Geun-hye a refusé de démissionner et a tenté d'éviter l'enclenchement de cette procédure, malgré l'ampleur des scandales qui la touchent. La présidente a immédiatement perdu certains de ses pouvoirs, dont celui de chef des armées, qui sont confiés au Premier ministre Hwang Kyo-ahn.

L'impétueuse mobilisation

Si le Parlement, largement dominé par les conservateurs, a voté ainsi, c'est qu'il n'avait plus vraiment le choix. Selon les sondages, la population était favorable à 81% à la destitution (et à 60% à sa démission immédiate). Depuis des semaines, les mobilisations de rue et occupations de place ne cessaient de croître, jusqu'à atteindre quelque 2,3 millions



La rue a eu la tête de la présidente. DR

le 3 décembre, selon l'évaluation des organisateurs.

Le 10 décembre, un million de personnes ont manifesté dans une atmosphère de festival, dont 800 000 réunies à Séoul, place Gwanghwamoon, avant de marcher en direction de la Maison Bleue (le palais présidentiel), exigeant toujours la démission immédiate et l'arrestation de Park Geun-hye. L'impeachment ne doit être qu'un début. Il faut saisir l'occasion d'éliminer un système politique intrinsèquement corrompu.

Le scandale a commencé par la mise en lumière des rapports entre la présidente et son amie intime, Choi Soon-sil, censée posséder des pouvoirs chamaniques. Bien

qu'occulte, le rôle politique de cette dernière s'est révélé considérable – et inconstitutionnel. Puis un véritable système de corruption a été dévoilé. Park usait de son poste présidentiel pour abuser des finances publiques et « convaincre » de grandes entreprises de doter généreusement les fondations contrôlées par Choi qui servaient à blanchir l'argent. La fille de Choi – Jung Yura – a directement bénéficié de ce trafic d'influence. Enfin, la nature même du régime est apparue clairement en cause.

Les liens incestueux du système coréen

Après la guerre de Corée (1950-1953) et la partition du pays, les États-Unis

ont favorisé la consolidation d'un régime anticommuniste, militaire et dictatorial, au sud, dont l'un des présidents-dictateurs, Park Chung-hee, s'avère être le père de Park Geun-hye... Pour des raisons stratégiques, ils ont permis le développement d'un capital coréen piloté par l'État avec la formation de grands conglomérats familiaux, les *chaebol*. La démocratisation politique du pays n'est intervenue, sous la pression des luttes civiques et sociales, qu'au cours des années 1980. Puis le dirigisme d'État a été abandonné au profit de l'idéologie néolibérale.

Les liens incestueux entre État, politiciens conservateurs et *chaebol* n'ont pas disparu pour autant. C'est dans ce cadre que Park et Choi ont pu opérer. Au point que le Parlement a auditionné les principaux chefs d'entreprise du pays, faisant figure d'accusés : Samsung, Hyundai, SK, Lotte, Posco, Hanwha...

Avec le « mouvement des chandelles », les luttes civiques ont gagné une ampleur sans précédent en Corée du Sud. Cependant, la répression a durement frappé la gauche politique et le mouvement social, à commencer par les syndicats de la KCTU. La lutte continuera, mais le pouvoir va tout faire pour que la crise politique ne se transforme en une incontrôlable crise de régime.

Pierre Rousset

Essai

André Gorz, une vie, Willy Gianinazzi

La Découverte, 2016, 23 euros

Cette biographie nous permet de découvrir, ou de redécouvrir, un penseur incontournable pour les militants écosocialistes que nous sommes. André Gorz, de son vrai nom Gérard Horst, fut en effet l'un des précurseurs d'une écologie radicale, collective, anti-productiviste et, par beaucoup d'aspects, marxiste.

Il est impossible, dans un court article, de revenir sur l'ensemble de l'œuvre gorzienne, comme sur l'ensemble de cette biographie. Mais celles et ceux qui songent à l'écologie comme vecteur central de notre socialisme, devrait revoir les travaux de Gorz en ce qui concerne le rapport au travail. Pour lui, l'ambition anticapitaliste ne peut consister à se ré-approprier le travail. Il faut aussi, dans une certaine mesure, en finir avec lui. Pour justifier une revendication que nous portons en commun, celle de la diminution du temps de travail, Gorz n'évoque pas la question de la diminution du chômage, mais celle de la nécessité de produire moins, et d'échapper à l'aliénation vécue via le travail salarié. L'approche du philosophe sartrien, est, en cela, fort intéressante pour nous, à l'heure où, des milliers de jeunes reprochent au NPA d'être «anti» en refusant souvent d'être «pour». Bien sûr, on peut reprocher à

Gorz une vision souvent déconnectée de la réalité, pour qui le «droit au travail» n'est pas un droit à l'aliénation, mais une aliénation inévitable pour subvenir à ses besoins. Pour répondre à cette contradiction, Gorz défendait un revenu minimum conséquent pour toutes. Toutefois, l'idée de ré-inventer un idéal, basé à la fois sur l'autogestion dans les entreprises et dans la société (très bien expliquée par Gorz dans ce livre), ainsi que sur la libération d'un temps libre où se trouvent aussi des terrains politiques (associatifs, collectifs, luttes sectorielles...) est un passage inévitable pour qui veut changer le monde.

Ré-inventer

Gorz nous invite à ré-inventer le communisme... Un communisme débarrassé du poids du travail, de la production pour la production, de la consommation dévergondée. Gorz parle d'ailleurs parfois d'écosocialisme pour qualifier le projet de



monde à atteindre. Et celui-ci ne tombe ni dans une compromission de type «capitalisme vert» (en partie du fait de ses liens avec le mouvement ouvrier) ni dans une logique

«utopiste désincarnée» qui ne mise que sur les expériences locales et déliées. Au contraire, Gorz pense son communisme à l'échelle internationale, dans un esprit de justice sociale, mais pour cette émancipation, mise non seulement sur les forces organisées du monde salarié – la grève insurrectionnelle – mais aussi sur l'irruption de ce monde hors du champ du lieu de travail, c'est-à-dire directement dans la sphère politique, sociale, environnementale.

Au même titre, pour lui, il n'y a pas de révolution sociale possible sans une révolution personnelle, sans libération de sa propre aliénation, sans «vivre» son engagement, en étant soi-même écolo, sympathisant ou solidaire.

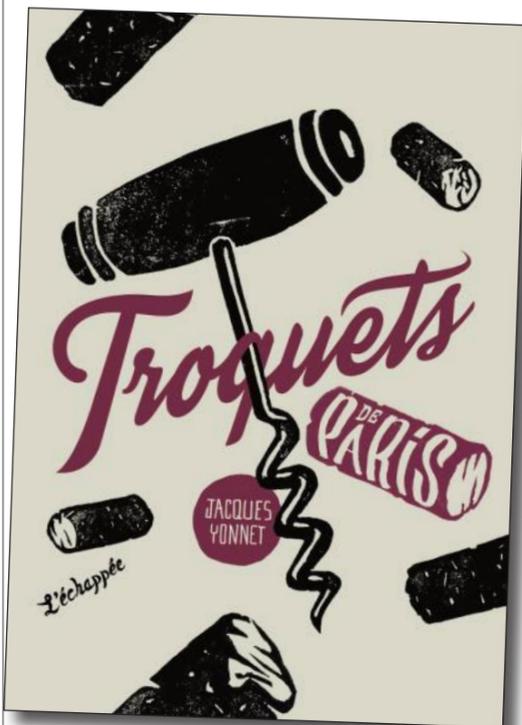
André Gorz nous invite à penser une stratégie, et à inventer des possibles. À l'heure où de nombreuses expériences à travers le monde témoignent que de nouvelles formes politiques émergent (occupations des places, luttes écologistes, féministes), ce livre est une richesse. Pas une richesse pour laisser tomber nos acquis : simplement un appel à s'inspirer du meilleur de TOUT le mouvement d'émancipation, y compris lorsque celui-ci ne place pas la classe ouvrière comme élément central de l'action politique. S'inspirer, pas forcément pour adopter cette position, mais pour ajouter une corde à notre arc stratégique.

Alexandre Raguet

Essai

Les troquets de Paris, Jacques Yonnet

L'échappée, 2016, 22 euros



À partir de 1961, Jacques Yonnet a tenu une chronique hebdomadaire dans le journal des immigrés du centre de la France, *l'Auvergnat de Paris*. Pour cela, il fera le tour des bistrot et en ramènera une série de chroniques, «*Aubergistes et bistrot de Paris*», qui dureront jusqu'en 1974, soit près de 700 papiers. Un bouquin joliment édité retrace une partie de ces aventures bistrot-littéraires.

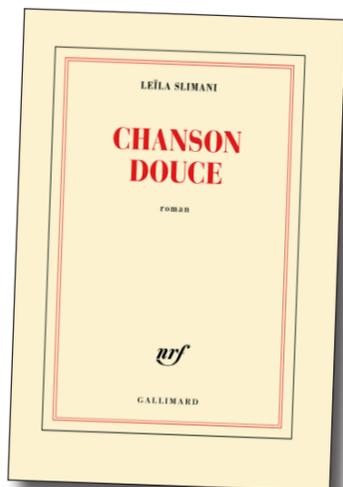
Au gré des ses tournées de bar en bar, de bistrot en bistrot, ses pas le mènent dans le quartier des Halles (qui n'est pas encore détruit), Montmartre ou Montparnasse, ou encore dans des quartiers où il n'y a plus aujourd'hui que des touristes qui osent aller boire un coup, comme Saint-Michel ou le Marais. Tout ces lieux sont aussi les moyens pour lui d'évoquer l'histoire de Paris, les mythes et légendes qui rodent dans certains quartier. Il raconte aussi sa vie, son histoire, lui qui fut un résistant très actif, ainsi que celle de son père, soldat durant la Première Guerre mondiale.

Mais il parle aussi d'alcool, comme quand il conseille à ses lecteurs en 1971, de se rendre au Yam's dans le quartier de Maubert. «*Je vous conseillerai de goûter l'apéritif maison. C'est une spécialité anglaise, à base de cerise, de menthe fraîche, de pelure de concombre. Le tout bien sûr savamment dosé*». Parfois, plus raisonnablement il se contente d'un verre de Gigondas...

L'auteur voit disparaître un Paris qu'il a beaucoup aimé et arpenté. Il évoque avec nostalgie ses chers bistrot des années 1930 désormais disparus, parlant même d'un Paris encore plus ancien... C'est évidemment désuet, mais non dénué de charme. On a parfois l'impression de se retrouver dans un film en noir et blanc, avec Jean Gabin et Michel Simon au même comptoir. Au-delà de ses textes, l'auteur dessinait aussi, et on retrouve dans ces pages les croquis et dessins qu'il réalisait lui-même au fil de ses pérégrinations dans les rues et les bistrot. À la bonne vôtre!

Bierre Paton

Roman



Chanson douce, Leïla Slimani

Gallimard, 2016, 18 euros. Prix Goncourt 2016

Leïla Slimani, jeune Marocaine, journaliste installée à Paris, a obtenu le prix Goncourt 2016 pour ce roman, son deuxième. Le récit est construit à partir d'un fait divers. «*Le bébé est mort. Il a suffi de quelques secondes. Le médecin a assuré qu'il n'avait pas souffert.*» La première phrase du livre installe le drame : l'assassinat de deux enfants et la tentative de suicide de leur nourrice «*qui n'a pas su mourir*»...

d'une grande force d'accusation contre la société bourgeoise qu'il révèle. La lutte des classes s'imisce à l'échelle de l'intime. Le récit de Leïla Slimani démonte le mécanisme d'une impitoyable aliénation sociale, morale, les sentiments de soumission, de haine et d'envie qui ne peuvent se rompre que dans le meurtre. Le récit de ce drame nous saisit et ne nous lâche plus.

Miroir de l'inhumanité

On retrouve ici la force de dénonciation de son premier roman, *Dans le jardin de l'ogre*¹, l'histoire d'une addiction au sexe. Adèle est mariée et a un garçon. Un couple sans problèmes apparents. Une vie petite-bourgeoise sans heurts. Femme et épouse presque parfaite, elle ne se sent cependant exister que dans le désir des autres, dans «*la perversion bourgeoise et la misère humaine*». «*Elle ne veut pas correspondre aux rôles qu'on lui propose*»; dit de son héroïne Leïla Slimani. Pour elle, «*l'érotisme habitait tout. Il masquait la platitude, la vanité des choses*». Richard son mari est dans ce qu'il est convenu d'appeler l'amour, qu'Adèle définit comme de «*la patience dévote, forcenée, tyrannique*», aveugle, enfermé dans l'indifférence de son conformisme, de sa propre aliénation au modèle patriarcal. Le drame d'Adèle, sorte de transcription romancée dans la vie réelle des fantasmes masculins humiliants vis-à-vis des femmes

considérées comme objets sexuels, se combine au mépris des femmes considérées comme épouses, toujours niées dans leur existence humaine. Dans les deux romans, le drame de deux femmes à la dérive est comme un miroir de l'inhumanité

des rapports humains et sociaux, rapports de genres, dits normaux dans cette société d'oppression, un acte d'accusation.

Yvan Lemaître

1 – Folio poche, 2014 (réédition 2016), 7,10 euros

Enfants

Bonnes nouvelles du monde, auteur Alain Serres et illustrations Nathalie Novi

Rue du Monde, 2016, 20,20 euros. À partir de 7 ans

Le monde n'est pas joli joli : pollution, guerres... et le vieux journaliste Théophraste déprime dans son jardin où ses mille oiseaux ne lui rapportent que de mauvaises nouvelles. Mais arrive Zuncucito, le colibri de deux grammes qui grâce à sa petite taille, va dans les recoins où il dégote de toutes petites nouvelles à son échelle. Et elles sont bonnes ces petites nouvelles : elles racontent les initiatives individuelles des gens ordinaires, la solidarité des exploités et des victimes, les vertus de l'eau de pluie et le pouvoir de la culture à travers les livres. Malgré la mort par balle de son perroquet Ara blanc, Théophraste retrouve le sourire et l'espoir. Un peu d'optimisme à offrir aux enfants, à qui l'horreur de cette année qui finit n'aura pas pu échapper. En hommage

aux journalistes du monde entier, Nathalie Novi a peint ses magnifiques illustrations sur des pages de journaux du monde entier. Une très belle idée.

Catherine Segala



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com
27, rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« On construit beaucoup de "logements à profit", inaccessibles aux classes populaires »

Entretien. Militant bien connu du mouvement social, **Jean-Baptiste Eyraud** est le porte-parole de Droit au logement (DAL).

Le récent rapport Carlotti sur le DALO (droit au logement opposable) met notamment en évidence le contraste entre des besoins de plus en plus importants et une application du droit de plus en plus restrictive... Comment l'expliquer? Que faudrait-il faire?

Depuis plusieurs années, nous constatons un durcissement des commission départementales DALO (COMED) à l'égard des mal-logés et des sans-logis, qui voient leurs demandes rejetées, sur des fondements le plus souvent illégaux. Ainsi, les personnes menacées d'expulsion doivent démontrer leur « bonne foi », les sans-abri prouver qu'ils sont à la rue, les mal-logés que leur logement est un taudis... C'est compliqué dans la mesure où ils sont seuls face à ces exigences. On constate aussi des durcissements de la justice : baisse des indemnités versées au demandeur qui n'est pas relogé dans les délais, ou une radiation définitive des DALO qui ont refusé une proposition de relogement. La loi Égalité et citoyenneté, adoptée définitivement jeudi 22 décembre, prévoit de régionaliser des DALO en Île-de-France sans garde-fou, ce qui peut entraîner des proposition de relogement très éloignées du lieu de vie, une hausse des refus et donc des radiations.

Avant de reloger des Parisiens à Melun, commençons par les DALO de Seine-et-Marne, et construisons des logements sociaux plutôt que des programme immobiliers spéculatifs dans les quartiers et les communes populaires de proche banlieue.

La loi Égalité et citoyenneté prévoit de fixer les loyers HLM en fonction des revenus des locataires. Une fausse bonne idée?

Le sujet est complexe, car le logement social est soumis aux politiques de rigueur ambiantes (baisse des APL et des aides à la pierre). Nous sommes opposés à une fixation des loyers en fonction du revenu des locataires qui va introduire une division au sein des locataires d'un même bailleur, d'une même cage d'escalier... Les bailleurs sociaux vont privilégier les ménages aux revenus plus élevés, et cela permet à l'État de réduire les APL en faisant payer la part de la solidarité nationale par les locataires. C'est une lourde attaque contre les fondamentaux du logement social que DAL-HLM, implanté chez une quinzaine de grands organismes HLM et privilégiant l'installation dans les quartiers populaires, dénonce et combat sur le terrain. Même si elle apporte quelques améliorations, le reste de la loi contient d'autres régressions, et n'est de toute façon pas à la hauteur des besoins.

L'utilisation d'un logement en « bon père de famille » ferait l'objet d'une nouvelle interprétation, avec comme prétexte la lutte contre les trafiquants de drogue?



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Effectivement, l'Assemblée a adopté un amendement qui permet au bailleur de mettre fin de plein droit au bail lorsque le locataire, ou une personne qui vit dans le logement, un membre de la famille ou un ami, a été condamné pour « emploi ou acquisition » de stupéfiant, pour un délit commis dans le logement ou le quartier. Le juge n'aura plus d'autre alternative que de prononcer l'expulsion. Cet article très répressif, qui a priori vise les trafiquants, va sanctionner des innocents, par exemple les enfants de la personne condamnée, mais aussi de simples consommateurs, ou des personnes qui ont purgé leur peine et ont cessé depuis longtemps leur trafic. DAL dénonce la terreur que des trafiquants font régner dans certains quartiers, mais cet amendement, rédigé manifestement sans en mesurer les conséquences, doit être retiré. Voici en tout cas une disposition que ne renierait pas le FN...

Que se passe-t-il dans le foyer de travailleurs migrants Coallia de Boulogne-Billancourt où, vendredi 16 décembre, un incendie criminel a tué un résident et blessé grièvement plusieurs autres?

Dans ce foyer de 500 personnes, cet incendie criminel a été provoqué par un mélange d'hydrocarbures et d'accélérateur de feu à 4 heures du matin. L'objectif était de tuer. Les portes toujours ouvertes étaient exceptionnellement fermées. C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu plus de victimes. Sans même se préoccuper des sinistrés ni des victimes, le ministre de l'Intérieur a déclaré que « c'est un foyer qui pose problème, avec activités et restaurants clandestins. L'ambiance y est délétère, avec des rixes entre résidents et des trafics ». Le maire de Boulogne lui a emboîté le pas et a demandé la fermeture du foyer. Pourtant, selon un élu de l'opposition municipale et des témoignages de voisins, ce foyer n'a jamais posé de problème depuis 40 ans! À l'initiative du DAL, du COPAF (collectif pour l'avenir des foyers) et de Droits devant, nous avons manifesté avec plusieurs centaines de personnes dimanche dernier, pour faire part de notre solidarité, et dénoncer les propos calomnieux du ministre de l'Intérieur et du maire contre les résidents de ce foyer, majoritairement sénégalais. Aucune autorité n'a daigné se rendre à leur côté après ce drame... Le quartier situé non loin des anciennes usines

Renault est en pleine gentrification, la spéculation bat son plein, la mairie mène une politique d'urbanisme agressive, et le foyer commence à dénoter au milieu des nouveaux habitants des immeubles de standing construits depuis peu ou en chantier. On ne peut pas non plus écarter la piste raciste, car selon les déclarations du maire, des feux ont été allumés dans plusieurs autres foyers de la ville ces derniers temps, et le contexte préélectoral peut inciter des nervis à passer à l'acte... Signalons enfin que ce foyer est en grève de loyers depuis 7 mois, et d'autres foyers Coallia sont en train d'embrayer, car la cuisine collective (existant depuis 40 ans) a été fermée autoritairement depuis le mois de mai. La direction de Coallia mène une politique de normalisation agressive...

Quel bilan du quinquennat finissant de Hollande sur les questions liées au logement?

C'est à l'image du reste, promesses à moitié ou non tenues, politique du logement tendance libérale consistant à soutenir les promoteurs et les riches et à réduire les aides pour HLM, à rogner les APL... La répression qui frappe lourdement militantEs, mouvement social, classes populaires, notamment les habitants des quartiers populaires, n'a pas épargné le secteur du logement. En témoignent la hausse des expulsions locatives et les évacuations massives de campements ou de squats, les violences et les poursuites arbitraires contre les soutiens des sans-logis, l'impunité lorsque des policiers mutilent ou tuent... L'encadrement des loyers, retardé trop longtemps, n'a pas encore fait effet, que la droite et l'extrême droite annoncent leur intention de

l'abroger. Il aurait fallu une mesure d'urgence et franche de baisse des loyers, prolongé par un encadrement vigoureux et d'application immédiate... Mais l'exécutif est aveugle au point qu'Emmanuelle Cosse, en plein débat sur la loi Égalité et citoyenneté, déclarait en septembre au Sénat que « nous sommes sortis de la crise du bâtiment et du logement »? En fait, on construit beaucoup de « logements à profit », inaccessibles aux classes populaires qui, lorsqu'ils sont logés, ont de plus en plus de mal à payer leur loyer en fin de mois, étranglés par la baisse de leurs revenus, des APL, et une hausse constante des loyers...

Alors, pas de trêve hivernale pour les mobilisations?

Comme chaque année, le DAL organise le Noël des mal-logés, et plantera le sapin le 25 décembre à 15 heures devant le ministère du Logement aux Invalides. La période électorale qui s'annonce sera aussi l'occasion de mener des actions que nous espérons fortes avec les mal-logés et leurs soutiens. Rendez-vous aussi le 5 mars prochain pour les 10 ans de la loi DALO, et le 1^{er} avril pour la fin de la trêve hivernale des expulsions. Dans le contexte d'attaque générale contre un des principaux acquis de la lutte des mal-logés et des sans-toit, il faut mobiliser. Contrairement à 2012, les mouvements de défense du logement ne sont pas en ordre de bataille, laissant la voie à une accélération des réformes contre les droits des locataires, des mal-logés et des sans-abri, déjà bafoués dans leur mise en œuvre. Il est donc nécessaire de rétablir les convergences et de trouver des axes d'action unificateurs. **Propos recueillis par Robert Pelletier**

L'image de la semaine



Vu ailleurs

l'Humanité, jr **CONTRE TRUMP, RÉSISTANCE!** Dans la cité du jazz, ils combattent la persistance de la ségrégation que l'ouragan Katrina rendit si flagrante, ils s'engagent avec Black Lives Matter pour réclamer justice et l'enlèvement des monuments esclavagistes. Et après l'élection de Donald Trump, ils appellent à la résistance. [...] S'il est un endroit des États-Unis où l'élection de Donald Trump polarise, déclenche appréhensions et désirs de résistances, c'est bien ici. Dans la cité qui abrita le plus grand marché aux esclaves des jeunes États-Unis et de la planète au milieu du 19^e siècle, on sait la force du recours à la joie de jouer comme à une arme de libération pour clamer son humanité, ou au moins comme à un art de vivre, pour surmonter la crainte des mauvais vents. Ceux qui menacent aujourd'hui sont de nouveau très politiques. Avec la victoire du milliardaire nationaliste, « tout ce que ce pays compte de racistes, des plus discrets, des plus inavoués aux suprémacistes blancs déclarés, jubile et veut un renforcement de ségrégations qui pèsent toujours ou ont même eu tendance à se renforcer ces temps derniers dans notre quotidien », s'inquiète Malcolm Suber. Animateur local du mouvement Black Lives Matter (La vie des Noirs est importante), il manifeste cet après-midi du 26 novembre devant la mairie de La Nouvelle-Orléans « contre ces menaces de régressions » que porte le champion élu de l'ultradroite. [...] Malcolm Suber fut de tous les combats après les ravages de l'ouragan Katrina en 2005 sur les quartiers noirs les plus pauvres. Ghettoisés, ils furent littéralement abandonnés dans la tempête par des autorités « dépassées ». L'universitaire s'est engagé avec de nombreux autres militants, des citoyens de tous horizons, des intellectuels, des défenseurs des droits de l'homme, des Noirs, des Blancs, dans le combat « pour que justice soit faite » aux Africains-Américains et que cesse de s'allonger cette morbide chronique de meurtres de policiers à la gâchette aussi sensible que sélective. [...] Depuis des années, Malcolm Suber et ses amis ont engagé un combat contre les monuments qui pullulent encore dans la ville à la gloire des esclavagistes. Leur mouvement, Take'Em Down Nola (Descendez-les de La Nouvelle-Orléans – Louisiane), a multiplié les rassemblements et les initiatives. « À La Nouvelle-Orléans, on s'organise contre les vents mauvais », Bruno Odent, l'Humanité, mercredi 14 décembre 2016

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org